

CENTRE HISTORIQUE DES ARCHIVES NATIONALES

SÉRIE K
MONUMENTS HISTORIQUES
TITRE VII
LÉGISLATION. ÉCONOMIE. FINANCES.

INVENTAIRE DES ARTICLES K 867 À K 947

établi à partir de l'inventaire dressé vers 1840 par Louis-Claude DOUËT D'ARCQ

et du répertoire numérique rédigé par Joseph GUILLAUME,

complété par Jean GUEROUT et Bruno GALLAND

2000

Dactylographié par Olga Billoteau

AVERTISSEMENT

Pour accéder au titre VII de la série K, les chercheurs disposaient jusqu'ici de trois instruments de recherche complémentaires : le tome 1er de l'*Etat général des fonds des Archives nationales*, dont le chapitre sur la série K, rédigé par Jean Guerout, met bien en évidence la structure générale du classement, le répertoire numérique de Joseph Guillaume et l'inventaire analytique établi antérieurement par Douët d'Arcq. L'inventaire était, en règle générale, le plus précis, mais le répertoire le complétait et le corrigeait sur de nombreux points.

On a donc repris ici l'inventaire de Douët d'Arcq, mais en introduisant toutes les modifications et précisions du répertoire et de l'Etat des fonds, et surtout en introduisant titres et sous-titres qui structurent l'ensemble et permettent d'en comprendre le classement. Un certain nombre de vérifications ont, à cette occasion, été effectuées sur les documents eux-mêmes.

Il aurait bien sûr été plus satisfaisant d'entreprendre un nouvel instrument de recherche. Mais cette entreprise aurait été d'une autre ampleur. La solution adoptée assure une meilleure utilisation des ressources déjà disponibles, tout en permettant à la Section ancienne des Archives nationales de se consacrer plutôt à des fonds qui ne disposent encore d'aucun inventaire.

Bruno GALLAND,
Responsable de la section ancienne

INTRODUCTION

Comme l'ensemble des titres V à X de la série K, le titre VII est un ensemble de dossiers factices, constitués par le Bureau des triages des titres à partir des documents de toute provenance qui leur passaient entre les mains, et classés selon un plan méthodique.

Au série d'une série elle-même factice, les documents traditionnellement regroupés sous l'intitulé "Lois et coutumes. Finances. Commerce. Agriculture" constituent eux-mêmes un ensemble particulièrement composite, dont la seule unité est qu'ils intéressent les différents aspects de l'économie de la France sous l'Ancien Régime.

De nombreux articles sont constitués de pièces isolées retenues par le Bureau des triages en raison de telle ou telle information ponctuelle qui y figure, et qui ont été groupées en liasse sans aucun véritable classement préalable. Tel est notamment le cas des articles K 899 et 900, K 902 et 903, K 904 et 905, K 910 et 911. Il est dès lors difficile d'établir un instrument de recherche satisfaisant.

Dans leur ensemble, les documents rassemblés proviennent essentiellement des archives du Contrôle général des finances (on y trouve en particulier sous la cote K 899 une série de notes autographes de Colbert), du Conseil du Roi (commission constituée sur les conservateurs des hypothèques : K 871 et 872 ; commission sur la capitation extraordinaire : K 895) et du chancelier. On trouve également des fragments des fonds du bureau de l'intendant des finances de Bercy (K 887 et K 891) et du duc de Noailles (K 886). Enfin, trois articles sont issus des archives de l'abbaye de Saint-Denis (K 930 à 932).

Comme pour l'ensemble de la série K, les registres, souvent complémentaires, ont été transférés dans la série KK, ce qui explique les nombreuses cotes vacantes.

SOMMAIRE

K 867 à 874.	Législation. 867. Mélanges. 868 à 870. <i>Cotes vacantes</i> . 871 et 872. Hypothèques : papiers de la Commission désignée par arrêt du Conseil du 18 février 1775 pour procéder à l'examen de l'édit de juin 1771 portant création de conservateurs des hypothèques. 873. Saisies réelles, ventes volontaires, incapacités. 874. Législation criminelle et commerciale.
K 875 à 878.	Réglementation provinciale. 875 et 876. Ordonnances des ducs de Lorraine. 877. <i>Cote vacante</i> . 878. Coutumes.
K 879 à 901.	Finances. 879 à 882. Papiers Moreau de Beaumont. 883 à 887. Mémoires sur les finances et les impositions. 888 à 890. Bureaux des finances. 891 à 901. Pièces et dossiers relatifs aux finances et aux diverses impositions.
K 902 et 903.	Monnaies.
K 904 et 905.	Eaux et forêts.
K 906.	Agriculture.
K 907 et 908.	Commerce.
K 909.	Manufactures.
K 910 et 911.	Mélanges.
K 912 à 929.	<i>Cotes vacantes</i> .
K 930 à 932.	Archives de Saint-Denis.
K 933 à 947.	<i>Cotes vacantes</i> .

INVENTAIRE

LÉGISLATION

- K 867. 1, 1^{bis} et 2. Édits en faveur des mariages. Saint-Germain-en-Laye, novembre 1666 (2 exemplaires) ; enregistrement par la Chambre des comptes, 13 décembre 1666 (original parchemin).
- 3 à 16. Offices.
3. Lettres patentes qui confirment les offices de prévôts de la connétablie, de la monnaie de la maréchaussée, etc. Fontainebleau, 4 novembre 1698 (original parchemin).
- 4 et 5. Édits portant création de vingt offices de Conseillers expéditeurs en Cour de Rome, pour Paris, et quatre pour chacune des villes de Toulouse, Bordeaux, Rouen, Aix, Grenoble, Lyon, Dijon, Metz et Pau. Versailles, juin 1703 (original parchemin).
5. Statuts et règlements, 3 juin 1703 (papier).
6. Édits d'union des quatre offices de contrôleurs des greffiers gardes minutes de la Grande Chancellerie créés par édit du mois de janvier 1706, Versailles, avril 1706 (original parchemin).
7. Édits portant réunion du contrôle des présentations aux contrôleurs des affirmations, Versailles, décembre 1707 (original parchemin).
8. et 9. Édits de création d'offices de gardes des archives, Versailles, janvier 1708 (original parchemin) ; autre de juillet.
11. Édits de création d'offices de contrôleurs alternatifs des espèces et amendes, Versailles, janvier 1708 (original parchemin).
- 10 et 12. Édits de création d'offices de commissaires conservateurs des décrets volontaires, Versailles, janvier 1708 (original parchemin) ; déclaration en interprétation du 5 juin 1708.
13. Édits pour le rachat de l'annuel du prêt, Versailles, décembre 1709 (original parchemin).
14. Décret qui permet aux officiers qui sont exclus de la voix délibérative par leurs dispenses d'âge de rapporter et d'opiner dans les affaires dont ils sont rapporteurs, Marly, 20 mai 1713 (original parchemin).
- 15 et 16. Édits portant création de gardes minutes des arrêts, sentences et jugements des cours et sièges, et des procès-verbaux de ventes des huissiers et sergents, Marly, août 1713 (original parchemin) ; tarif, 22 août.
17. Ordonnance sur les donations, Versailles, février 1731 (original parchemin).
- 18 à 47. Travaux de la commission chargée de refondre l'ordonnance de mars 1673 sur le commerce, 1781-1789.

18. Observations générales sur le Titre VI de l'ordonnance de 1673 concernant les faillites et banqueroutes.
19. Articles à ajouter à la nouvelle ordonnance du commerce sur le titre des faillites et banqueroutes.
- 20 à 22. Titre des faillites et banqueroutes : rédaction de Daguesseau, rédaction de M. de Tolozan, ordonnance de 1673.
23. Réflexions sur le procès-verbal de la révision de l'ordonnance de 1673.
24. Mémoire au sujet des moyens de remédier aux abus qui se commettent en fait de lettres et billets de change et billets à ordre.
- 25 à 29. Mémoire sur le contrôle des actes de société adressé par M. de Montaran.
30. Mémoire pour prouver la nécessité d'attribuer aux juridictions consulaires la connaissance des faillites et banqueroutes.
- 31 et 32. Lettre datée de Montpellier signée Leblanc de Castillan. Mémoire sur l'attribution des faillites aux Juges consuls, 1780.
- 33 à 41. Travaux de MM. de Montaran, père et fils et de Tolozan, avec le chancelier, et mémoire pour la réformation de l'ordonnance du commerce de 1673.
- 42 à 45. Mémoire sur les juridictions consulaires, 1782.
46. Projet de lettre au garde des sceaux sur la révision de l'ordonnance de 1673 sur le commerce, 1783.
47. Observations sur le projet de l'ordonnance de commerce relatives aux faillites et aux banqueroutes.
48. Arrêt du Conseil du 3 mars 1595 portant rétablissement des greniers à sel.
49. Mémoire « Touchant le droit de confirmation deu au Roy pour son joyeux advenement », 1643.

K 868 à 870. *Cotes vacantes*.

Hypothèques : papiers de la Commission désignée par arrêt du Conseil du 18 février 1775 pour procéder à l'examen de l'édit de juin 1771 portant création de conservateurs des hypothèques.

- K 871.
1. Mémoire présenté en 1770 (cahier de 30 f.).
 2. Édit du mois de juin 1771 (imprimé).
 3. Remontrances itératives du parlement de Franche Comté, 1771 (imprimé).
 - 4 à 41 [dont le n° 32^{bis}]. Opinions des parlements : Bayeux, Bordeaux, Dauphiné, Dijon, Franche Comté, Lorraine, Pau, Provence, Toulouse, Roussillon, 1772.
 - 41^{bis} à 50. Observations sur l'édit de juin.

51. Déclaration du Roi en interprétation de l'édit de juin 1771, Versailles, 23 juin 1771 (imprimé).
- 52 à 59. Édit, arrêt, déclaration concernant les conservateurs des hypothèques, 1775-1777.
60. Moyens de pourvoir à la réformation des décrets volontaires et forcés et des ordres judiciaires (mémoire de 25 f.).
- 61 à 75. Divers mémoires, 1771-1772.
- 76 à 102^{bis}. Lettres de divers, 1772 ¹.
- 103-104. Mémoire des procureurs du pays de Provence, 1773.
- 105-108⁷. Lettres des ministres relativement aux greffiers, 1774-1775 ².
- 109 à 125. Mémoires et pièces diverses, 1771-1775.

K 872. Édits, déclarations. — Observations et remontrances du Parlement de Paris. — Procès-verbaux, mémoires, notes, correspondance relatives à divers projets d'ordonnances ou d'édits sur les hypothèques, préparés pour remplacer l'édit de 1771. — Renseignements sur les offices de conservateurs des hypothèques, de greffiers notificateurs, d'économés généraux - administrateurs de biens saisis réellement, etc. 1696-1787.

Saisies réelles, ventes volontaires, incapacités.

- K 873. 1 à 36. Saisies réelles et ventes volontaires.
- 1 à 4. Mémoire, édit, 1781.
- 5 à 8. Mémoire, édit, 1780.
9. Mémoire concernant l'établissement d'une Chambre commune pour la vente aux enchères et à l'amiable des immeubles réels, 1779.
- 10 et 11. Mémoire sur l'administration actuelle des biens saisis réellement, 1778.
- 12 à 16. Projet d'édit portant création d'économés généraux -administrateurs et régisseurs des biens saisis réellement ; mémoire.
- 17 à 24. Plan de régie et d'administration par économat des biens saisis réellement par le chevalier de série.
- 25 à 28. Pièces relatives à l'établissement d'une Chambre de correspondance à l'effet d'y passer les ventes volontaires des immeubles, 1779.
- 29 à 32. Économats : mémoires et projets d'édits.
- 33 et 33^{bis}. Mémoire servant à démontrer l'inutilité des receveurs des consignations et des commissaires aux saisies réelles, 1778.
34. Mémoires sur les saisies réelles et sur les ventes volontaires.

¹ 76 à 102^{bis} dont les n^{os} 76^{bis}, 78^{bis}, 81^{bis}, 81^{ter}, 85^{bis}, 86^{bis}, 86^{ter}, 96^{bis}, 90^{ter}, 91^{bis}, 91^{ter}, 94^{bis}, 95^{bis}, 99^{bis}, 100^{bis}.
² 105-108⁷ dont les n^{os} 107^{bis}, 108^{2à7}.

35, 35^{bis} et 36. Mémoire sur les ventes volontaires. Édit du Roi portant création de commissaires aux oppositions de ventes volontaires.

37 à 46. Incapacités de donner et de recevoir : réponses des parlements, 1739-1744.

37 à 39. Parlement d'Aix.

40 1^{à 58}. Conseil supérieur d'Alsace.

41 1^{à 49}. Parlement de Besançon.

42 1^{à 48}. Parlement de Bordeaux.

43 1^{à 4}. Parlement de Grenoble.

44. Parlement de Pau.

45 1^{à 18}. Conseil souverain de Roussillon.

46 1^{à 53}. Parlement de Toulouse [à noter : requête du sieur de Joly, avocat au Parlement de Toulouse, pour être décoré de l'ordre de Saint-Michel, 1775].

Législation criminelle et commerciale.

- K 874.
1. Remontrances du Grand Conseil sur la déclaration du Roi du 5 février 1731, relative aux vagabonds.
 2. Observations générales sur les cas prévôtaux ou présidiaux, relatifs au vagabonds.
 3. Ordonnance sur le faux et la reconnaissance d'écriture en matière criminelle, Versailles, juillet 1737 (original parchemin).
 4. Arrêt de règlement servant à réformer les abus qui se commettent dans la taxe des frais des affaires criminelles instruites notamment au bailliage de Chaumont en Bassigny, 14 août 1759 (original parchemin).
 5. Délibération des officiers du châtelet d'Orléanais contenant leurs respectueuses représentations à la cour sur son arrêt du 14 juillet 1775 concernant la faculté du jeu de fief autorisée par l'article VII de la coutume (imprimé).
 6. Projet d'un nouveau Code marchand propre à toutes les juridictions consulaires du royaume, 1784.
 - 7 et 7^{bis}. Mémoire sur la question de savoir si le rapt de séduction est susceptible de lettres de rémission.
 8. Mémoire sur la manière de prévenir les abus qui peuvent être commis par les greffiers des juridictions subalternes dans la rédaction de la grosse de procédures criminelles.
 9. Mémoire au garde des sceaux Miromesnil sur la nécessité de réformer incessamment en France la législation criminelle et sur la manière de procéder à cette réformation, 1782.
 10. Projet d'un cours universel de législation criminelle.
 11. Mémoire concernant la police et le criminel, 1784.

12. Projet d'un règlement général de police, en 38 articles, pour les provinces.

RÉGLEMENTATION PROVINCIALE

Ordonnances des ducs de Lorraine.

Copies recueillies par Antoine Jactet, notaire et procureur au bailliage de Stenay, v. 1653.

K 875. 1. Nicolas de Lorraine, Charles II de Lorraine.

Ordonnance de Nicolas de Lorraine, Comte de Vaudémont, portant que les receveurs ne lèveront les deniers qui leur sont dus que trois ans après la reddition de leurs comptes, Nancy, 7 février 1557 avant Pâques. — Article du Laix et Ferme de l'impôt, accordés par la duchesse de Lorraine à Gérard de Chatenois, 11 mai 1560. — Mandement de Charles II, duc de Lorraine, pour pendre des bâtons au cols des chiens des paysans et défense de chasser, Nancy, 14 avril 1561.

2 à 40. Ordonnances de Charles II, duc de Lorraine.

2. Sur les hommages, Nancy, 4 avril 1562. — Pour la conservation des bois des églises, Bar-le-Duc, 20 septembre 1560. — Pour la réunion au domaine, 27 juin 1561. — Sur les dîmes, 1501. — Sur la chasse, Nancy, 10 mai 1566.

3. Exemption de subside pour les soldats des garnisons de Nancy et de la Mothe. Nancy, 28 octobre 1569. — Sur la garde des presbytères. Nancy, 25 janvier 1569. — Sur les bénéfices, Nancy, 4 août 1570. — Sur les privilèges de la noblesse, Nancy, 6 août 1569.

4. Défense d'aliéner les biens d'Église, Nancy, 10 janvier 1571. — Sur les amendes des bêtes trouvées en délit, Bar, 30 juillet 1571. — Contre les billonneurs, Nancy, 24 décembre 1571. — Sur le cours des monnaies étrangères d'or et d'argent, Nancy, 15 juillet 1578.

5. Pour l'établissement d'une cour souveraine et de grands jours dans la ville de Saint-Michel, Nancy, 8 octobre 1571.

6. Permettant aux habitants de Verdun de tenir des biens en Lorraine, Nancy, 27 juin 1572. — Sur les dîmes, Nancy, 14 septembre 1572.

7. Contre les Huguenots, Nancy, 14 septembre 1572. — Sur le fait de la Chasse, Nancy, 3 janvier 1573. — Contre les usures, Nancy, 15 mai 1573.

8. Touchant les assises du bailliage de Saint-Michel, Nancy, 27 mai 1572. — Défendant l'exportation des grains, Nancy, 20 décembre 1572. — En faveur des pauvres Étrangers, Nancy, 17 août 1573. — Qui réduit à 7% les vendages excessifs des grains sur pieds, Nancy, 18 septembre 1573. — Portant défense aux gens d'église de tenir des biens sans amortissement, Nancy, 26 septembre 1573.

9. Pour la réunion au domaine des épaves et des confiscations, Nancy, 3 janvier 1574. — Contre le cours des monnaies étrangères, Nancy, 27 juin 1574. — Défendant à ses sujets d'aller à la guerre sans son aveu. Pont-à-Mousson, 14 juillet 1574. — Pour la police et vente des vins, 1574.
10. Défendant le transport des fruits et des vivres sans avoir payé l'impôt, Nancy, 15 janvier 1575. — Permettant le transport des grains et vins, les subsides payés, Nancy, 23 novembre 1575. — Sur les biens aumônés aux églises, Nancy, 13 avril 1576. — Défendant l'exportation des grains et des vins, Nancy, 4 mai 1576.
11. Révocations de dons, Nancy, 17 novembre 1576. — Sur la police des tavernes et des cabarets, Nancy, 7 mai 1576. — Défendant d'acheter plus de blé et de vin que sa provision, Nancy, 19 mai 1576.
12. Sur l'exportation des moutons, et leur droit de sortie, Nancy, 15 février 1575. — Contre les blasphémateurs et fermiers connivents, Nancy, 7 mai 1576. — Sur les monnaies, Blamont, 10 janvier 1577. — Sur les poids et mesures, Nancy, 12 décembre 1578.
13. Sur le jaugeage et la vente des vins, Nancy, 14 novembre 1579. — Sur la police des vivres des tavernes et des cabarets, Nancy, 10 janvier 1583.
14. Portant que les chapelles doivent être desservies par les chapelains, Nancy, 4 mars 1580. — Portant réunion au domaine des deniers des confiscations et des amendes, Nancy, 7 août 1581. — Portant prohibition de ne recevoir les appelants sans payer d'amende nonobstant le relief, Nancy, 4 mai 1581.
15. Contre les bigames, Nancy, 5 avril 1582. — Contre les faussaires, Nancy, 5 avril 1582. — Contre les faux vendeurs, Nancy, 5 avril 1582.
16. Touchant les reliefs, révisions de contrats, restitutions en entier, et autres bénéfiques de justice extraordinaire, Nancy, 5 avril 1582. — Pour la réformation des usures, Nancy, 11 avril 1582, autre du 12 février 1581. — Sur le décri des Resthalers, Nancy, 22 février 1581.
17. Sur le retranchement de dix jours du calendrier ancien, Nancy, 22 novembre 1582. — Sur le règlement des plaidoyers par écrit et la taxe des actes judiciaires au bailliage de Saint-Michel. Bar, 1^{er} décembre 1583. — Sur l'observation des jours saints et fêtes commandées, sur la reddition des comptes des gouverneurs des églises et sur le bannissement des concubines, Nancy, 12 janvier 1583. — Portant règlement des censives constituées en grains et en vins, Nancy, 22 septembre 1586.
18. Portant défenses de n'acheter grains que pour sa provision, Nancy, 26 mars 1586. — Sur la résidence des chanoines dans leurs bénéfiques, Nancy, 29 août 1588.
19. Sur la chasse, Nancy, 7 juin 1591. — Portant défenses de chasser lorsque les blés sont sur pied, Nancy, 5 août 1594.
20. Défendant le sel étranger, Sathenay, 11 octobre 1590.
21. Pour le rachat des biens d'église, Nancy, 18 juillet 1595.
22. Concernant les hôteliers, taverniers et cabaretiers, Nancy, 4 février 1596.
23. Contre les larrons dérobant aux champs, vignes et jardins en temps de moisson, Nancy, 24 janvier 1596.
24. Sur les droits d'entrées et l'impôt de l'issue foraine, Nancy, 27 janvier 1597.
25. Défendant le sel étranger, Nancy, 13 avril 1592.
26. Sur la vente du sel, Nancy, 4 mars 1597.

27. Pour la réformation des abus dans les tavernes, aux noces et festins, Nancy, 24 décembre 1597.
28. Sur les salines, Nancy, 13 juillet 1591.
29. Sur le partage du butin, Nancy, 9 septembre 1595.
30. Qui introduit dans le duché de Bar les poids et mesures de Nancy, Nancy, 2 avril 1601.
31. Sur le fait des monnaies forgées à Metz, Nancy, 15 juin 1601.
32. Sur les deniers d'octrois, Nancy, 30 avril 1602.
33. Contre les larrons des champs, Nancy, 1^{er} juillet 1603.
34. Pour la modération de l'aide général des conduits, Nancy, 1^{er} juillet 1602.
35. Pour la levée de l'aide générale de six deniers pour franc, dixième pot de vin et bière, imposée par les États de ses pays pour cinq, ans, Nancy, 9 janvier 1603.
36. Sur l'impôt des laines, 2 juin 1603.
37. Tarif pour les droits d'entrée, Bar, 4 décembre 1604.
38. Sur les notaires, Nancy, 1^{er} mars 1605.
39. Sur la fabrication de la bière, Nancy, 6 octobre 1609.
40. Sur la résolution des États généraux assemblés à Nancy, le 27 mars 1607, touchant les conduits, aide Saint-Remy, six deniers pour francs, dixième pot de vin et bière, 1607.

41 à 76. Ordonnances de Henri II, duc de Lorraine.

41. Portant règlement de la Justice au bailliage de Saint-Mihiel, Nancy, 7 novembre 1609.
42. Qui défend la distribution d'autre savon que celui fabriqué à Nancy, 30 août 1610.
43. Contre les dégradations des forêts, 14 janvier 1611.
44. Pour la traite des toiles, 25 janvier 1611.
45. Sur le cours des monnaies, 18 avril 1611.
46. Qui défend aux officiers du Domaine de prendre aucune ferme de ce domaine, Nancy, 7 septembre 1611.
47. Sur l'échenillage, Nancy, 5 décembre 1611.
48. Sur le droit d'avoir des colombiers et voliers, Nancy, 7 août 1612.
49. Pour la défense de la chasse, 25 août 1612.
50. Sur le fait de la louverie, 6 novembre 1612.
51. Pour le fait des sentences provisionnelles d'aliments et de médicaments, 30 mars 1613.
52. Pour la défense des assemblées, rencontres et duels, 14 janvier 1614.
53. Sur les impôts, 15 janvier 1615.
54. Défendant l'exportation des vins, 18 mai 1615.
55. Touchant les réparations de ses usines banales, Nancy, 25 avril 1615.
56. Portant défense d'envoyer pâturer les bestiaux dans les prés après la première faux, 1^{er} juillet 1615.
57. Interdisant le ministère de procureurs et d'avocats aux coupables de délits forestiers, Nancy, 7 septembre 1615.

58. Qui défend à ses officiers de s'associer aux fermes des bois, Nancy, 7 septembre 1615.
59. Contre les duels, 13 février 1617.
60. Sur la levée des impôts, 2 décembre 1619.
61. Concernant les cas pour lesquels les juges pourront être pris à partie, 25 juin 1618.
62. Défendant la pêche, Bar, 14 novembre 1617.
63. Sur la levée des impôts, 22 avril 1622.
64. Permettant le commerce aux nobles, 13 juin 1622.
65. Défendant l'exportation des vivres, Lunéville, 28 septembre, 1622.
66. Sur la longueur à donner par les ouvriers façonneurs et boucuillons au bois de corde, des quartiers et de fainage pour chauffage qui se vend pour les nécessités publiques, Nancy, 2 janvier 1623.
67. Sur le sel et les salines, janvier 1623.
68. Défendant aux étrangers l'achat des grains et autres denrées, 27 septembre 1623.
69. Qui règle la vente des vins étrangers et le prix de ceux du pays, 14 octobre 1623.
70. Défendant l'exportation des huiles, des porcs gras et autres denrées nécessaires à la vie humaine, 6 octobre 1622.
71. Portant défense de divertir les marchandises destinées aux foires, 6 octobre 1622.
72. Pour la liberté du commerce des vivres, 18 novembre 1622.
73. Défendant les levées de troupes, 28 mai 1623.
74. Pour la liberté du commerce des vivres, 18 mai 1624.
75. Pour le rabais des monnaies, 26 juillet 1624.
76. Tarif des vivres, 26 juillet 1624.

77 à 98. Ordonnances de Charles III, duc de Lorraine.

77. Contre les blasphémateurs, 9 septembre 1624.
78. Pour les causes et instructions, Nancy, 22 janvier 1625.
79. Défendant l'exportation de l'or et de l'argent, 20 mars 1626.
80. Pour la levée des deniers d'octrois, Nancy, 6 avril 1626.
81. Sur l'ouverture des greniers publics pour la distributions des grains dans la nécessité publique, 14 mai 1626.
82. Défendant les duels, 14 octobre 1626.
83. Concernant la preuve par témoins et les récusations, 3 juin 1623.
84. Sur les grueries, 17 décembre 1628.
85. Sur les grains, 10 octobre 1628.
- 86 et 87. Pour la réfection des chemins et contre les abus qui se commettent aux barques, 18 mai 1628, 12 février 1629.
88. Sur la levée des impôts, 21 mars 1629.
89. Sur les partages de successions, 21 avril 1629.
90. Défendant aux officiers de justice de tenir ni de fréquenter les tavernes et de manger avec les parties plaignantes, 27 février 1629.
91. Portant règlement des juridictions ecclésiastiques, 5 mai 1629.

- 92 et 93. Sur la police des gens de guerre, 4 juin 1630. Pour les marchés et logements.
94. Pour l'abréviation des procès en la cour de parlement de Saint-Mihiel et sièges inférieurs, 10 janvier 1630.
95. Touchant les marchands corratiers et maquignons, 7 août 1632.
96. Sur les usures, Nancy, 9 mai 1631.
97. Permettant à ses officiers de résigner leurs états, 1er avril 1632.
98. Déclaration des droits qui sont dus à Stenay, prévôté et châtellenie, pour le petit passage, tonlieu, halage, poids et passage, 1646.

Copies recueillies par J. Duplessis, procureur général au bailliage de Saint-Mihiel, vers 1672 (en l'absence de précisions, il s'agit d'ordonnances des ducs).

K 876. 1 à 11. Moyen Âge.

1. Lettres d'accompagnement d'entre Thiebault, Comte de Bar, et l'abbé et couvent de Saint-Mihiel, 3 décembre 1259 ; appointment sur ces lettres fait entre le roi René et l'abbé et couvent de Saint-Mihiel, 1463 (avec des pièces annexes des années précédentes).
2. Ordonnances de Thiebault II et Jean 1^{er}, ducs de Lorraine, sur les monnayeurs, 1307 et 1377.
3. Ordonnance de Ferri III duc de Lorraine, sur les Tabellions, 1316 ; autres pièces, 1569-1672.
4. Règlement de la Confrérie des merciers de Nancy et de Saint-Nicolas, 1340.
5. Règlement de la confrérie des maçons et charpentiers de Nancy, 1^{er} avril 1341.
6. Manuel d'aucuns articles d'état non rapportés au coutumier de Lorraine, 1392-1596.
7. Statues des courtiers de Nancy, 1421.
8. Statuts des bouchers de Saint-Nicolas à Nancy, 1424.
9. Privilèges de la ville de Nancy, 1484-1555.
10. Statuts des maçons et charpentiers de Saint-Nicolas à Nancy, 1498.
11. Privilèges de l'hôpital de Saint-Julien de Nancy, 1504-1594.

12 à 22. Antoine, duc de Lorraine.

12. Statuts des pelletiers de Nancy, 26 janvier 1513.
13. Touchant le bétail saisi pâturant dans les bois des Salines, 4 décembre 1519.
14. Règlement des mines d'azur de Valdrefange, 12 novembre 1520.
15. Contre les Huguenots, 26 décembre 1523.
16. Défendant de faire transport de biens aux gens de guerre, 1er mars 1529.
17. Sur l'usure, 1er avril 1521.
18. Sur la gruerie, 26 septembre 1535.
19. Contre les voleurs, les meurtriers et les égyptiens, 4 novembre 1537.
20. Sur la gruerie, 1540.
21. Privilèges de la ville de Nancy, 1570-1594.
22. Tarif, 1560.

23 à 232. Charles II, duc de Lorraine.

23. Sur les bois ecclésiastiques, 21 septembre 1560.
24. Sur la réunion au domaine des biens engagés, 27 juin 1561.
25. Défendant la chasse et ordonnant de mettre des braquets aux chiens, 14 août 1561.
26. Mandement de faire les devoirs de reprises, 4 avril 1562.
27. Mandement sur les services dus aux biens des ecclésiastiques, 17 juin 1562.
28. Sur les dîmes, 26 juin 1563.
29. Défense de faire venir des graines pour faire tartes, et ordre d'ouvrir les greniers, 22 août 1565.
30. Contre les tavernes, 22 août 1565.
31. Mandement de recevoir les étrangers, 6 mai 1566.
32. Sur la chasse, 6 mai 1566.
33. Sur les dîmes et terrages, 27 juin 1567.
34. Défenses à toute personne de posséder des bénéfices s'il n'est sujet naturel, 8 juin 1568.
35. Défense de tirer à la hacquebatte, et de tendre au gibier, 13 janvier 1569.
36. Mandement portant défenses aux sujets du duc de Lorraine de payer le nouvel impôt établi par l'évêque de Verdun, et ordre aux chevaucheurs des Salines de visiter les marchés du dit évêché pour reconnaître s'il y a du sel étranger, 19 janvier 1569.
37. Pour la garde des maisons presbytérales après le décès des bénéficiers, 25 janvier 1569.
38. Mandement pour l'exécution du concordat fait avec l'évêque de Verdun, sur la distribution dans son évêché du sel des salines de Lorraine, 25 janvier 1569.
39. Décharge des nouveaux impôts à l'égard des sujets de l'évêché et comté de Verdun, 19 mars 1569.
40. Exemption d'impôts accordée par le duc à ses soldats, 28 octobre 1569.
41. Défenses aux étrangers de posséder des bénéfices en Lorraine, 4 août 1570.
42. Ordonnance sur la police de Nancy, 26 août 1570.
43. Contre les billonneurs, 24 décembre 1570.
45. Sur la mercerie, 1^{er} février 1571.
46. Concordats faits entre Charles IX et Henri III, roi de France et Charles II, duc de Lorraine, touchant les droits souverains et régaliens du Barrois mouvant, 1571-1575.
47. Sur les larcins, et les amendes des bêtes en délit, 30 juillet 1571.
- 48 et 49. Édit de création des grands jours de la ville de Saint-Mihiel, 8 octobre 1571.
50. Défense d'exporter les monnaies, 24 décembre 1571.
51. Règlement sur les monnaies, 17 mars 1572.
52. Défense du duc de Lorraine d'importer du sel étranger, 21 mai 1572.

53. Règlement contre la cour des grands jours et le bailliage de Saint-Mihiel, 27 mai 1572.
54. Défense aux Étrangers de résider en Lorraine et Barrois, 26 août 1572.
55. Sur les dîmes, 14 septembre 1572.
56. Contre les Huguenots, 14 septembre 1572.
57. Défendant les mariages clandestins, 14 septembre 1572.
58. Défendant la chasse, 3 janvier 1573.
59. Sur les tavernes, 30 janvier 1573.
60. Sur les usures, 15 mai 1573.
61. Contre les nobles trafiquants, et portant que les nouveaux nobles donneront le tiers de leurs biens, 11 juillet 1573.
62. Défenses d'accaparer les grains, 17 août 1573.
63. Ordre aux pauvres étrangers de vider ses états, 17 août 1573.
64. Sur la réduction à 7% des contrats et vendages excessifs des grains sur pieds, 18 septembre 1573.
65. Défenses aux gens d'Église de tenir aucun bien sans amortissement, 25 septembre 1573.
66. Règlement pour la subsistance des pauvres, 5 octobre 1573.
67. Sur les monnaies, 30 avril 1574.
68. Sur le décri des sous de Genève et autres nouvelles monnaies étrangères, 27 juin 1574.
69. Défenses d'acheter meubles des gens de guerre, 9 juillet 1574.
70. Défenses d'armements, 14 juillet 1574.
71. Défenses de l'exportation des vins, 17 octobre 1574.
72. Défenses d'exporter le sel, 16 novembre 1574.
73. Règlement du duc de Lorraine, sur la vente du vin, 20 novembre 1574.
74. Défenses de porter plainte au conseil du duc de Lorraine, sinon en cas spécifiés, 1^{er} juin 1574.
75. Défenses aux marchands bouchers de mener des moutons hors de la Lorraine sans payer la sortie, 15 janvier 1575.
76. Sur le prix des monnaies, 24 janvier 1575.
77. Sur les biens aumônés aux églises, 13 avril 1576.
78. Contre les blasphémateurs, 7 mars 1576.
79. Sur les tavernes, 6 mars 1576.
80. Pour faire lever aux sceaux les lettres patentes, 17 septembre 1576.
81. Décret du duc pour la garde la ville de Saint-Mihiel, 3 novembre 1576.
82. Sur le jaugeage et la taxe des vins, 14 novembre 1579.
83. Pour faire commencer l'année au 1^{er} janvier, 15 novembre 1579.
84. Statuts des magniens de Nancy, 28 avril 1580.
85. Lettres patentes en faveur de la ville de Faug, 3 décembre 1580.
86. Règlement sur le Sceau, 1581.
87. Sur les usures, 12 février 1581.

88. Règlement des maréchaux des logis et fourriers de l'hôtel du duc de Lorraine, 10 mars 1581.
90. Pour l'entérinement des reliefs de forclusions, 4 mai 1581.
91. Lettres patentes en faveur de la ville de Faug, 31 mai 1581.
92. Permission donnée par le duc de Lorraine à Bertrand l'Hoste, de bâtir une maison à Saint-Mihiel, 27 juin 1581.
93. Union et incorporation des parties casuelles au domaine du duc de Lorraine, 7 août 1581.
94. Sur la police des vives et la réformation des tavernes, 10 janvier 1582.
95. Contre les faux vendeurs, avril 1582.
96. Sur les reliefs de contrats, 5 avril 1582.
97. Contre les bigames, 5 avril 1582.
98. Contre les faussaires, 5 avril 1582.
99. Sur les usures, 11 avril 1582.
100. Union d'incorporation des parties casuelles au domaine du duc de Lorraine, 7 août 1581 ; interprétation, 1582.
101. Sur l'observation des fêtes, la reddition de comptes des églises et le renvoi des concubines, 12 janvier 1583.
102. Pour les forfuyances des biens de roture, 9 août 1583.
103. Sur l'établissement des greffiers, 1^{er} décembre 1583.
104. Sur les monnaies, 18 octobre 1585.
105. Défense de recevoir les dénonciations après le mois de la chose dénoncée, pour blasphèmes ou contraventions aux ordonnances, 10 décembre 1585.
106. Lettres patentes pour les sujets de la seigneurie de Ranzières, 17 décembre 1585.
107. Défense de prendre qualité de noblesse ou d'altérer son nom, 31 décembre 1585.
108. Mandement contre les Huguenots (en Lorraine), 23 décembre 1585.
109. Défense des duels, 28 avril 1586.
110. Sur les notaires, 16 mai 1586.
111. Touchant les taverniers et cabaretiers, 27 juin 1586.
112. Concordat entre Charles II, duc de Lorraine, et le chapitre de Saint-Étienne de Metz, pour le ban de Bazailles et autres lieux, 16 avril 1586.
- 113 et 114. Sur les contrats usuraires, 22 septembre 1586.
115. Pour les salpêtriers, 23 septembre 1586.
116. Pour la police des tavernes, 14 octobre 1586.
117. Défense d'exporter de Lorraine du lard et des huiles, 23 novembre 1586.
118. Mandement pour la nourriture des pauvres, 26 novembre 1586.
119. Mandement pour contraindre les religionnaires à vider ses états, 12 décembre 1586.
120. Réduction à prix d'argent des rentes constituées en grains et en vin, 20 décembre 1586.
121. Contre les religionnaires, 22 mars 1587.

122. Touchant les gens de guerre, 20 avril 1587.
123. Contre les déserteurs, 29 septembre 1587.
124. Permission aux habitants de Metz pour l'exportation de leurs grains, 18 octobre 1587.
125. Lettres qui déclarent nulles les obligations faites par les villageois aux taverniers et cabaretiers à l'acquit des gens de guerre, 27 octobre 1587.
126. Lettres qui défendent de vendre perdreaux, lapereaux et truites hors le temps spécifié, 4 janvier 1588.
127. Sur le prix des monnaies, 16 février 1588.
128. Contre ceux qui dérobent des chevaux et font des recrues de gens de guerre sans permission, 8 mars 1588.
129. Pour les bouchers de la ville de Saint-Mihiel, 12 mai 1588.
130. Touchant une aide sur les journées des terres, 28 mai 1588.
131. Pour l'enregistrement des lettres patentes, 22 juillet 1588.
133. Pour les coadjutions expectatives, 29 août 1588.
134. Sur un octroi d'un million de francs, 10 octobre 1588.
135. Pour les fortifications du lieu de La Chaussée, 19 octobre 1588.
- 136 à 138. Sur l'impôt de 6 deniers pour franc, 3 mars 1589.
139. Sur les salines, 12 avril 1589.
140. Contre les billonneurs, 16 mai 1589.
141. Instruction sur un impôt de 6 deniers pour francs, 6 octobre 1589.
142. Injonctions aux nobles et ecclésiastiques de donner déclaration de ce qu'ils vendent aux roturiers et de payer le dixième pot de vin qu'ils vendent en détail, 29 octobre 1589.
143. Chartes contenant les hans et métiers des maîtres chartreux de Lorraine, 13 mars 1590.
144. Sur un impôt de 4 francs par cheminée, 16 février 1590.
145. Sur un impôt de la mouture des grains, 12 mars 1590.
144. Défense d'acheter du sel étranger, 11 octobre 1590.
147. Sur l'octroi d'un impôt d'un gros pour franc, 21 mars 1591.
148. Sur un impôt sur les bouchers, 10 avril 1591.
149. Sur la levée des impôts, 18 avril 1591.
150. Pour faire payer aux nobles les 4 écus pour le taux des buvants vins, 18 mai 1591.
151. Sur la chasse, avec défense de porter arquebuses à rouet, 7 juin 1591.
152. Sur le jaugeage et la taxe des vins, 7 juillet 1591.
153. Sur le sel étranger, 6 juillet 1591.
- 154 et 156. Sur l'impôt de trois gros deux blancs par semaine sur chaque conduit, 27 juillet 1591.
155. Lettres de maîtrise pour les maîtres et compagnons fèvres de la prévôté de Longwy en Lorraine, 13 septembre 1591.
156. Voir 154.
157. Statuts des tanneurs et cordonniers de la ville de Saint-Mihiel, 15 mai 1592.

158. Lettres du duc de Lorraine pour la levée de six gros par mois, mai 1592.
159. Pour l'impôt de 6 francs par cheminée, 25 juillet 1592.
160. Défense par la duc de Lorraine, de prendre aucuns chevaux des laboureurs, 7 août 1592.
161. Contre les vols et larcins, 30 septembre 1592.
- 162 et 165. Pour la levée de 30 francs par mois sur chaque village, 15 décembre 1592.
163. Lettres du duc de Lorraine sur la levée d'un impôt sur les munitions, dans les bailliages de Nancy, d'Allemagne et Saint-Mihiel, 20 janvier 1593.
164. Défense de transporter le salpêtre hors de la Lorraine, 26 janvier 1593.
165. Voir 162.
166. Sur les impôts, 13 avril 1593.
167. Lettres du duc de Lorraine, sur un prêt de 30 écus que lui faisait chaque noble, 12 mai 1593.
168. sur la chasse, 26 mai 1593.
169. Règlement pour les draps de Lorraine et Barrois, 27 mai 1593 et 16 mars 1596.
170. Statuts des couturiers de Nancy, 27 mai 1593.
171. Défense du duc de Lorraine d'exporter l'or et l'argent, 19 juin 1593.
172. Défense de transporter les moutons hors de la Lorraine, 5 septembre 1593.
173. Pour la levée d'un impôt pour l'entretien des garnisons, 19 septembre 1593.
174. Sur la levée d'un impôt de quatre francs par queue de vin qui sortira du pays, 19 octobre 1593.
175. Sur la chasse, 9 novembre 1593.
176. Défense de faire charrois, présents ou donation à quelques seigneurs que ce soit, sans l'expresse permission du duc de Lorraine, 9 novembre 1593.
177. Sur la continuation de l'impôt de deux francs par conduit, 12 décembre 1593.
178. Interprétation des ordonnances sur le transport des grains, vins, chairs et autres denrées hors de la Lorraine en forme de concordat pour le duché de Luxembourg et le comté de Chigny, 28 décembre 1593.
179. Mandement pour la vente du poisson à la livre, 3 janvier 1594.
180. Pour les tavernes, la taxe du gibier et de la volaille, et la défense de chasser aux perdrix depuis la Chandeleur jusqu'à la moisson, 7 janvier 1594.
181. Mandement pour faire payer ceux qui se sont absenté depuis trois ans, 11 janvier 1594.
182. Sur la continuation de l'impôt de deux francs par conduit, 17 mars 1594.
183. Lettres de maîtrise pour les boulangers de Pont-à-Mousson, 22 juin 1594.
184. Déclaration et interprétation de l'ordonnance du duc de Lorraine sur l'impôt des tailles des 26 février et 28 juillet 1590, 23 juillet 1594.
185. Sur la sortie des bêtes à laine , 18 octobre 1594.
186. Déclaration de nullité de toutes franchises non expédiées par le duc de Lorraine, 11 novembre 1594.

187. Déclaration sur les fermes des impôts, 10 avril 1595.
188. Décret permettant aux syndics de la ville de Saint-Mihiel, de faire payer 50 francs de bienvenue aux forains et étrangers, et 25 francs à ceux qui épouseraient des bourgeoises de cette ville, 6 mai 1595.
189. Règlement pour les drapiers de la Lorraine, 29 mai 1595.
190. Établissement d'un grenier à sel à Nancy, 8 juillet 1595.
191. Sur les aliénations de biens d'Église, 18 juillet 1595.
192. Défense aux notaires de la Lorraine, de signer aucun contrat s'ils n'ont été présents à sa passation, 4 septembre 1595.
193. Lettres qui règlent les cens et ventes des chapons à six gros, et des poules à trois, 24 octobre 1595.
194. Construction d'une boucherie dans la ville de Saint-Mihiel, 16 novembre 1595.
195. Confirmation des privilèges des chevaliers de Malte par le duc de Lorraine, 21 décembre 1595.
196. Contre les larcins champêtres, 24 janvier 1596.
197. Établissement de la mairie de Koeuvres en prévôté et établissement de foires et marchés à Koeuvres-la-Petite, 15 février 1596.
198. Sur l'impôt des bêtes blanches, 4 mars 1596.
199. Même règlement que le n° 189, avec addition du 16 mars 1596.
200. Sur les monnaies, 20 juin 1596.
201. Contre les blasphémateurs, 4 septembre 1596.
202. Sur les entrées et issues foraines, 27 janvier 1597.
203. Sur la vente du sel, 4 mars 1597.
204. Établissement des foires franches de Saint-Nicolas du Port, 24 mars 1597.
205. Contre l'usure, 2 avril 1597.
206. Interprétation de plusieurs cas pour l'observation des ordonnances de l'impôt de six deniers pour franc, le dixième pot de vin, etc. 8 avril 1597.
207. Défense d'acheter butins des gens de guerre, 1^{er} septembre 1597.
208. Établissement de magasins de sel sur les frontières, 13 octobre 1597.
209. Établissement d'un marché à Saint-Mihiel, 11 février 1598.
210. Interdiction de la vente du sel étranger, 2 avril 1598.
211. Établissement d'un tabellionage en la baronnie de Vivier en Lorraine, 6 avril 1598.
212. Décret par les Chapelains de Sainte Barbe dans l'église de Saint-Mihiel, 7 avril 1598.
213. Décret concernant les dénonciations et nantissement des amendes de tavernes et blasphèmes, 18 avril 1598.
214. Décret pour l'hôpital de Saint-Mihiel, 10 mai 1598.
215. Réduction de toutes les mesures de grains de Lorraine à celles de Nancy, 15 mai 1598.
216. Règlement de la finance des charges de notaires à six écus sol, 8 juin 1598.
217. Règlement sur les fabrications des toiles et leurs marques, 21 juin 1598.

218. Mandement portant défenses de mettre le Procureur général joint en cause sans son consentement, 13 juillet 1598.
219. Règlement de la maîtrise de la confrérie de Saint-Eloi des maréchaux ferrant de la ville de Saint-Mihiel, 8 août 1598.
220. Mandement pour la finance des hôteliers et cabaretiers de Sancy, 28 août 1598.
221. Défense d'intenter action contre le détenteur de fonds devant d'autres juges que celui dont le fonds sera mouvant, 5 septembre 1598.
222. Défenses de transporter chanvres et lins hors de la Lorraine, 8 novembre 1598.
223. Défense aux sergents de prendre les chevaux des laboureurs, 9 novembre 1598.
224. Sur la traite et sortie des vins et des grains, 12 novembre 1598.
225. Sur un impôt de deux francs par paire de rezeaux de grains, 12 avril 1599.
226. Sur les frais de lettres de rémission, 15 avril 1599.
227. Pour la saisie des biens non amortis des gens d'église, 25 juillet 1599.
228. Interdiction de l'exportation des métaux, 4 septembre 1599.
229. Interdiction du port des arquebuses, et ordre d'arrêter les voleurs et vagabonds, 6 septembre 1599.
230. Sur la procédure criminelle, 10 septembre 1599.
231. Sur la noblesse, 25 novembre 1599.
232. Sur la police des tavernes, 24 décembre 1599.

233 à 241. Pièces diverses.

233. Chartes du han de maîtrise des maîtres tanneurs et cordonniers de Saint-Mihiel, 6 mai 1426.
234. Sur le payement des dîmes et rentes ecclésiastiques, 24 juillet 1599.
235. Privilège des habitants de Saint-Mihiel de faire arrêter leurs débiteurs (estaut de Saint-Mihiel).
236. Ordonnance du duc de Lorraine sur les usures, 1er décembre 1571.
237. Ordonnance du duc de Lorraine sur les anoblissements, 2 juin 1573.
238. Ordonnance du duc de Lorraine portant que les officiers de la Cour des Grands-jours de Saint-Mihiel, ne seront justiciables que devant elle, 7 mai 1578.
239. Sur les francs vins des Usures, 12 septembre 1535.
240. Chartes d'estaut de la ville de Briey, 10 mars 1579.
241. Érection de la charge de grand gruyer de Lorraine, 8 février 1464.

K 877. *Cote vacante.*

Coutumes.

- K 878.
1. Coutume d'Alès, XIVE s. (rouleau de parchemin en quatre parties détachées, mutilé).
 2. Extrait des coutumes du duché de Bretagne, XV^e siècle (cahier de parchemin de 7 f.).
 3. Coutumes accordées à la ville de Nevers, par Guy comte de Nevers et de Forez , et Mathilde sa femme, Nevers, 27 juillet 1231 (vidimus de 1491).
 4. Coutumes de Caumont en Artois, 1215 (vidimus de 1462 ; parchemin mutilé).
 5. Résumé de conférence sur la coutume de Paris, 1777-1780 (cahier de papier de 220 pages, avec une suite de 76 pages, et une table des matières).
 - 6 et 7. Coutumes du bailliage de Clermont-en-Argonne, 28 janvier 1571 (deux copies modernes).
 - 8 à 12. Réformation des coutumes du Marquisat d'Hattonchâtel en Lorraine : délibérations de communautés, convocation des États du marquisat, 1784-1788. (liasse de douze dossiers ou cahiers ³).
 9. Coutumes de Buzet-sur-Baïse, 1273 (copie XVIIIe).

FINANCES

Papiers Moreau de Beaumont.

- K 879.
1. Mémoire sur les impôts.
 - 2 à 5⁷. Confection d'un cadastre général de tous les biens fonds du royaume, 1763.
 - 6¹ à 3. Mémoires sur les impositions chez les Romains.
 - 7 à 42. Mise en place d'une enquête sur les impositions dans les divers pays, confiée aux ambassadeurs de France : correspondance avec le Contrôleur général Laverdy et le duc de Praslin, demandes faites aux ambassadeurs pour un travail général sur les impôts, 1764-1766 ⁴.
 - 43 à 132. Mémoires sur les impositions et les finances dans divers pays, adressés par les ambassadeurs de France, 1764-1766.
 - 43 à 45. Angleterre.
 - 46 à 50. Suède.
 - 51 à 59. Danemark et Norvège ⁵.

³ 8 à 12 dont le n^o 8^{4bis}.

⁴ 7 à 42 dont les n^{os} 18^{bis} et 41^{bis}.

⁵ 51 à 59 dont les n^{os} 51^{bis} et 52^{bis}.

60 à 67. Villes et États de Hambourg, Brême, Lubeck, Dantzig.
68 et 69. Hongrie.
70 à 72. Bohème⁶.
73 à 77. Autriche⁷.
78, 79. Prusse.
80 et 80^{bis}. Transylvanie.
81 à 88. Silésie⁸.
89 à 91. Saxe⁹.
92 à 98. Électorat de Hanovre¹⁰.
99, 99^{bis} et 100. Électorat de Mayence.
101 à 106. Bavière¹¹.
107 à 110. Suisse.
111 à 117. Pays de Liège¹².
118 à 122. Pays-Bas autrichiens¹³.
123 à 128. Hollande¹⁴.
129 à 132. Comté de Tyrol¹⁵.

K 880. 1 à 91. Mémoires sur les impositions et les finances dans divers pays, adressés par les ambassadeurs de France (suite), 1757-1767.

1. République de Venise.
2 à 7. Duché de Mantoue¹⁶.
8, 8^{bis} et 9. Duché de Modène.
10 à 58. Milanais¹⁷.
59 à 60. États du Roi de Sardaigne.
61 à 68. États de la république de Gênes¹⁸.
69 à 87. États de la république de Venise.
88 à 91. Duchés de Parme, Plaisance et Guastalla¹⁹.

K 881. 1 à 58. Mémoires sur les impositions et les finances dans divers pays, adressés par les ambassadeurs de France (suite), 1494-1768.

1 à 19. Toscane²⁰.
20 à 24. États de l'Église²¹.
25 à 43. Royaume de Naples²².

⁶ 70 à 72 dont le n° 70^{bis}.

⁷ 73 à 77 dont le n° 73^{bis}.

⁸ 81 à 88 dont le n° 82^{bis}.

⁹ 89 à 91 dont le n° 89^{bis}.

¹⁰ 92 à 98 dont le n° 92^{bis}.

¹¹ 101 à 106 dont le n° 101^{bis}.

¹² 111 à 117 dont le n° 111^{bis}.

¹³ 118 à 122 dont le n° 118^{bis}.

¹⁴ 123 à 128 dont le n° 123^{bis}.

¹⁵ 129 à 132 dont le n° 129^{bis}.

¹⁶ 2 à 7 dont le n° 2^{bis}.

¹⁷ 10 à 58 dont les n°s 10^{bis} et 22^{bis}.

¹⁸ 61 à 68 dont le n° 61^{bis}.

¹⁹ 88 à 91 dont les n°s 88^{bis}, 88^{ter}, 88⁴, 89^{bis}.

²⁰ 1 à 19 dont les n°s 1^{bis}, 1^{ter}, 2^{bis}.

²¹ 20 à 24 dont le n° 20^{bis}.

44 à 53. Espagne ²³.

54 à 58. Portugal ²⁴.

59 et 60. Demande du sieur Mossa, surnuméraire dans les bureaux de Moreau de Beaumont, pour une gratification ; recommandation de Joly de Fleury. 1768.

61. *Cote vacante (pièce transférée sous la cote K 907, n° 11^{bis}).*

K 882. 1 à 35. Mémoires sur les impositions et les finances dans divers pays (suite), 1748-1764.

1 à 32. Allemagne ²⁵.

33. Pologne : correspondance sur les renseignements à fournir.

34,34^{bis} et 35. Russie : correspondance sur les renseignements à fournir.

Mémoires sur les finances et les impositions.

K 883. 1 à 1^{ter}. Supplément à la *Théorie de l'impôt* (cahier de papier de 146 pages ; avertissement ; double du chapitre V).

2 à 9. Finances.

2^A, 2^{Abis} et 2^B. Les Finances dans leur état naturel divisées en sept parties ou projet de tailles réelles, proportionnelles et d'abonnement (cahier de papier de 35 f., en double).

3. Mémoire touchant la direction des finances, 1689 (cahier de 10 f.).

4. Affaires générales des finances du royaume de France en l'année 1752 (cahier de 71 pages).

5. Mémoire de M. Silhouette, sur la situation des finances en 1759 (cahier de 12 f.).

6. Mémoire sur la comptabilité générale active et passive des finances (deux cahiers de mains différentes donnant un total de 32 f.).

7 et 7^{bis}. Mémoire sur les finances (12 f.).

8. Mémoire sur les finances (12 f.).

9. Réflexions sur les finances (cahier de 12 f.).

10 et 11. Taille.

10. Mémoire sur la taille (cahier de 12 f.).

11. Mémoire sur la taille proportionnelle (cahier de 15 f.).

12 à 14. Corvées.

12. Mémoire sur les corvées et sur le droit que le peuple possède d'être représenté réellement aux États généraux (cahier de 40 pages).

13. Mémoire sur les corvées et leurs abus (cahier de 4 f.).

14. Résumé des plaintes adressées au Procureur général du Roi sur les corvées (cahier de 15 f.).

15 à 17. Dîmes.

²² 25 à 43 dont les n^{os} 25^{bis} et 25^{ter}.

²³ 44 à 53 dont le n^o 44^{bis}.

²⁴ 54 à 60 dont les n^{os} 54^{bis} et 54^{ter}.

²⁵ 1 à 32 dont les n^{os} 6^{1 à 6}, 7^{bis}, 12^{bis}.

15. Mémoire sur les dîmes (cahier de 47 pages).
16. *Mémoire du clergé du diocèse d'Auch sur les refus de dîmes*, 1782 (cahier de 8 f.).
17. Observations sur les difficultés qu'éprouvent les décimateurs du diocèse d'Auch (cahier de 16 f.).

K 884. 1 à 48. Système Law.

1. Mémoire sur le crédit.
- 1^{bis}. Mémoire sur l'établissement de la banque, par M. Law, 1715 (cahier de 55 f.).
2. Second Mémoire de M. Law sur la banque (cahier de 46 f.).
- 3^A, 3^B. Justification du système de M. Law, par la comparaison qu'il en a fait avec le système d'Angleterre (cahier de 36 f., en double).
4. Idée générale du nouveau système des finances (cahier de 33 f.).
- 5 et 5^{bis}. Propositions sur les finances : supprimer les aides, les douanes, les gabelles, les tailles, etc. ; les remplacer par un droit unique du 30^e denier sur tous les biens fonds du royaume (cahier de 20 f. plus 8 f. détachées).
6. Mémoire instructif sur la banque générale (cahier de 56 f.).
7. Traité de M. Law sur les monnaies (cahier de 31 f.).
- 8^A et 8^B. Lettre de Law au Régent (cahier de 33 f. en double).
- 9, 9^{bis}. Extrait d'une lettre écrite par John Law à un de ses amis à Londres en 1720 (cahier de 10 f.).
10. Mémoire au sujet des affaires de M. Law, 1722.
11. État des sommes payées par le duc d'Orléans.
- 12 à 24. Dettes de Law : états et mémoires ²⁶.
- 25 à 45. États des maisons et des terres de Law ²⁷.
46. *Mémoire sur la situation présente des affaires*, après 1724.
47. *Mémoire sur les causes du discrédit fait en May 1726* (cahier de 37 pages).
48. *Mémoires concernant les finances et la compagnie des Indes*, 1720-1725 (cahier de 242 pages).

K 885. 1 à 4. Règne de Louis XV.

- 1^A, 1^B, 1^C. Mémoire personnel aux Sieurs Paris, sur les affaires générales où ils furent employés, vers 1740 (cahier de 156 pages ; en triple).
2. Mémoires sur les finances (cahier de 145 pages).
3. Mémoire sur le commerce, crédit et industrie [à propos du système Law, vers 1725] (cahier de 15 f.).
4. Rapport sur la situation des finances en janvier 1768, par M. de Laverdy, contrôleur général des finances (cahier de 136 f.).

5 à 36. Règne de Louis XVI.

5. Mémoire donné au Roi par M. Necker en 1778 (cahier de 15 f.).
- 6 à 9. Situation des finances pour l'année 1783.
10. Extrait de l'État des remboursements.
12. Remboursements faits en 1784 et 1785.
- 13 et 14. Lettre de Calonne au président d'Aligre, et sa réponse, 8 août 1785.

²⁶ 12 à 24 dont le n° 19^{bis}. Manque le n° 16.

²⁷ 25 à 45 dont les n° 38^{bis}, 43^{1 à 6}.

15. Lettre de Calonne au Roi, 9 août 1785.
- 16 à 18. Lettre de De Lamerville au Roi, avec un plan de finances.
19. Projet de libération de la dette de l'état, présenté par Vergennes.
20. Observations sur les promesses de remboursements.
- 21 à 23. Offices sur les quais, ports, halles, marchés et chantiers de Paris, 1776.
24. Réflexions sur l'opposition que pourrait apporter le Parlement au système de changer les finances.
25. Projet de déclaration portant établissement d'une Chambre des impositions dans chaque généralité.
26. Projet d'édit sur une nouvelle administration des finances.
27. Tableau comparatif des impositions actuelles avec les nouvelles par rapport aux fermiers et exploitateurs des campagnes, 1782.
28. Moyens d'assurer l'exécution d'un plan des finances, 1782.
29. Moyens d'assurer un emprunt de 150 millions en Hollande, sous le cautionnement des états d'Artois, de Flandre et de Cambrésis, 1783.
30. Observations sur un emprunt de 100 millions à ouvrir sur les États de Languedoc, de Bretagne et de Bourgogne.
31. Aperçu sur l'impôt territorial.
32. Mémoire sur les finances.
- 33 à 36. Lettre de Calonne au Roi, et précis de l'affaire du million dû par le trésorier de la ville de Paris, 1785.

K 886. 1 à 28. Rapport du duc de Noailles sur les finances : pièces préparatoires, 1715-1717.

- 1 à 11. Mémoires, 1715-1717.
12. Revenus ordinaires du Roi, 1715.
- 13 et 13^{bis}. État abrégé des revenus du Roi, 1715.
14. Dépenses de la maison du Roi, 1715.
15. État de ce qui restait dû à payer au 1^{er} septembre 1715.
- 16 et 16^{bis}. Comptes des revenus généraux, 1715.
17. Récapitulation de l'état des rentes fourni au duc de Noailles, 1716.
- 18 et 18^{bis}. Bordereau des rentes et charges assignés sur différends revenus du Roi.
19. Différence des finances de l'année 1715 avec celle de l'année 1717.
20. Mémoire concernant les fermes générales, 1716.
- 21 et 22. Notes sur les finances, 1716.
23. Mémoire au Roi sur les finances, 1716 (cahier de 19 f.).
- 24 et 25. Sommaire du rapport sur les finances qui a été donné à M. de La Vrillière, 1717 (cahier de 23 f.).
- 26¹ à 4. Bordereau général de tous les effets qui ont été visés par les commissaires du Conseil, du 20 décembre au 1^{er} mai 1717.
- 27 à 28^{ter}. Mémoire et état sur les finances.

29 à 51. Réformation du tarif de la généralité de Montauban : tarif des diverses élections, 1666-1669.

29. Articles de la réformation du tarif de Montauban, 1666.
- 30 à 40. Tarifs par élection, 1666 : Montauban (30), Armagnac (31), Lomagne (32), Haut-Rouergue ou Millau (33), Bas-Rouergue ou Villefranche (34), Rodez (35), Cahors (36), Figeac (37), Rivière Verdun (38), Comminges (39), Astarac (40).

41 à 51. Tarifs par élection, 1669 : Figeac (41), Astarac (42), Rodez (43), Armagnac (44), Haut-Rouergue ou Millau (45), Cahors (46), Lomagne (47), Comminges (48), Montauban (49), Bas-Rouergue ou Villefranche (50), Rivière Verdun (51).

52 à 55^{bis}. Bordereau de la recette générale des finances de la généralité de Paris, bordereaux du payement des rentes de l'Hôtel de ville de Paris, 1710.

56. Bordereau de la recette générale de la généralité de Soissons, 1710.

K 887.

1 à 3. Brevet des Impositions.

1. Taille, 1778.
2. Accessoires de la taille, 1779.
3. Accessoires de la taille, 1780.

4 et 5. Taillon ou ordinaire des guerres.

4. 1785.
5. 1787.

6. Mémoire adressé au contrôleur général Le Pelletier, sur l'escompte et les assurances (cahier de 48 f.).

7. Instructions préliminaires sur toutes les parties des fermes (cahier de 63 pages).

8. Instructions sur les procès-verbaux des fermes (cahier de 12 f.).

9 à 22. Rapports et mémoires sur les gabelles, le tabac, la contrebande

²⁸

A signaler : état du recouvrement des impositions dans la généralité de Riom et en Champagne, 1712-1715.

23. État des fermes unies, 1685.

24. Revenu du Roi en 1686.

25. État de tous les domaines du Roi, du bail de Fauconnat, 1686.

26. État des tailles par généralités, 1686.

27 et 28. État nouveau des sous-fermes des Domaines : bail de Christophe Charière.

27. 1687.
28. 1688.

29, 30 et 33. États des « affaires extraordinaires », 1689-1693.

31. État de ce que produisent les entrées de Paris et Rouen, 1692.

32. État du revenu du Roi en 1692.

33. Voir n° 29.

34. État nouveau des affaires extraordinaires du quartier de janvier 1693.

²⁸ 9 à 22 dont le n° 12^{bis}.

- 35. État nouveau des fermiers généraux, 1694.
- 36. État des tailles par généralités, 1695.
- 37. Ordonnance du prévôt des marchands pour la capitation de l'année 1696 (imprimé).
- 38^{1 à 27}. Aides et gabelles, 1721-1789.
- 39. Fermes unies et traites, 1769-1772 (une liasse).
- 40¹ à 40⁵⁴. Taillon de Bretagne : comptes ; pièces relatives à l'adjudication de l'office de trésorier receveur général dudit taillon, 1680-1740²⁹.

Bureaux des finances.

- K 888. 1 et 2. Précis concernant le règlement à faire entre les parlements et les bureaux des finances, 1780 (cahier de 12 f. et lettres d'envoi).
- 3 et 4^{1 à 5}. Mémoire et recueil pour les présidents trésoriers de France, généraux des finances, grand voyers de France et pour tous les autres officiers des bureaux des finances du royaume (imprimé de 118 pages, autre de 21 pages en double).
- 5. Mémoire sur les trésoriers de France et généraux des finances, 1780 (cahier de 131 pages).
- 6 et 7. Mémoire pour les officiers des bureaux des finances contre les officiers de la Chambre des comptes de Paris (cahier de 26 f.) avec un arrêt du Conseil du 24 mars 1778.
- 8 à 61. Organisation, attributions et personnel des différents bureaux: mémoires, arrêts, extraits de registres, correspondance (classement par bureau).
 - 8 et 9. Alençon, 1758.
 - 10. Bordeaux, 1757 (Mémoire contre le parlement: imprimé de 127 pages).
 - 11 à 13. Caen, 1759.
 - 14 à 15. Châlons, 1758.
 - 16 à 26. Montpellier, 1759.
 - 27. Poitiers (différend avec le lieutenant de police de Niort sur la voirie, 1780).
 - 28 à 46. Normandie, 1759 (Rouen, Caen, Alençon).
 - 47 à 53. Orléans, 1759.
 - 54. Riom, 1767.
 - 55 à 57. Soissons, 1759.
 - 58 à 61. Toulouse, 1755.
- K 889. 1 à 22. Juridiction des bureaux des finances.
 - 1 à 17. Lettres et mémoires concernant les contestations entre les bureaux des finances et les autres juridictions, 1740-1769.

²⁹ 40¹ à 40⁵⁴. Pièces ajoutées dont la présence a été constatée le 29 mars 1963.

18 à 22. Arrêts du conseil concernant les demandes des bureaux des finances au sujet de leur juridiction, 1761-1767.

23 à 83. Officiers des bureaux des finances (en particulier les trésoriers de France) : mémoires, arrêts, extraits de registres (classement par généralité ou par bureau).

23. Riom : démêlés avec le bailliage d'Aurillac, 1766.

24 à 35^{er}. Alençon. En particulier : édit de création d'une généralité et bureau des finances dans la ville d'Alençon, Versailles, mai 1636 (n° 26).

36 à 39. Auch, 1766.

40 à 42. Dijon, 1763.

43 à 47^{bis}. Lille, 1691-1759.

48 à 71. Montauban (contestations entre la cour des aides de Montauban et le bureau des finances, 1768). A noter des pièces justificatives intéressant d'autres bureaux. 56 et 57 : contestation sur les fontaines domaniales et la voirie de Moulins, 1768. 65 : Note des trésoriers de France de Bordeaux sur leurs relations avec la Cour des aides et le Parlement, 1751³⁰.

72. Orléans, 1753.

73 et 74. La Rochelle, 1696-1743.

75 à 83. Rouen et Caen, 1779.

84 à 224. Juridiction des trésoriers de France : lettres et mémoires. États des bureaux des finances en 1768. Pièces diverses. 1758-1781³¹.

- K 890.
1. Extrait d'un traité historique des trésoriers de France et de leur fonctions, et en particulier du bureau des finances de Paris (cahier de 117 pages).
 2. *Anecdotes concernant les trésoriers de France et l'établissement de la chambre du trésor à Paris, supprimée et réunie en 1693 au bureau des finances de Paris* (cahier de 8 f.).
 3. *Le Trésorier de France ramené à son état véritable*, 1780 (imprimé de 28 pages).
 - 4 et 4^{bis}. *Extraits des ordonnances, etc. d'où il résulte que tout ceux qui ont rapport au domaine de la couronne, aux finances extraordinaires et à la voyerie doivent être adressés au trésoriers généraux de France, directement par le Roy en son conseil*, 1773 (imprimé de 21 pages, en double).
 5. Mémoire et recueil pour les trésoriers de France (imprimé de 121 pages).
 6. *Extrait des Ordonnances, etc. d'ou il résulte que la Chambre des comptes n'a nul pouvoir ni juridiction sur les trésoriers de France et généraux des finances*, 1768 (cahier de 22 f.).
 - 7 et 8. Précis et rapport concernant le règlement à faire entre les parlements et les bureaux des finances.

³⁰ 48 à 71 dont le n° 49^{bis}.

³¹ 84 à 224 dont les n°s 171^{bis} et 184^{bis}, manque le n° 149.

9. Mémoire pour le procureur général du parlement de Normandie, contre les officiers des bureaux des finances de Rouen, Caen et Alençon, 1776 (imprimé de 58 pages).

10^{1 à 4}. Requête en cassation d'un arrêt du Parlement de Paris, présentée par le fermier et les administrateurs des postes, 1772.

11 à 161. Bureaux des finances. Lettres, mémoires, arrêts, 1758-1787³².

En particulier : Mémoire sur la nécessité d'établir le libre et entier exercice de la juridiction criminelle de la chambre des comptes (cahier de 12 f.). Mémoire concernant la Cour des Aydes et Bureau des finances de Clermont, depuis 1557. Projet de déclaration présenté par le Parlement de Toulouse, après 1757. Remontrances du Parlement de Dauphiné relatives à la prorogation des octrois municipaux, 1778.

162. Observations sur l'établissement d'un cadastre (la fin manque), vers 1764.

Pièces et dossiers relatifs aux finances et aux diverses impositions.

- K 891.
1. Instructions pour le sieur de Vertamont, intendant de Guyenne, 12 avril 1630.
 2. Mémoire de la valeur des finances du Roi en 1640 : extrait de l'état donné au Cardinal de Richelieu, 1640.
 3. Instructions destinées à un intendant, signées, mais avec le nom de l'intendant resté en blanc, 21 février 1641.
 4. Instructions aux intendants des généralités, sur le fait de la taille et des impositions, 10 juillet 1643.
 5. Instruction à M. Le Fébure, intendant du Dauphiné, 19 novembre 1654.
 6. Projet sur la levée de la taille, signé « De Guénégaud », 1654 (cahier de 21 f.).
 7. Instructions aux trésoriers de France à Tours, 20 décembre 1663.
 - 8 à 95. Finances de diverses provinces ou généralités : renseignements donnés par les intendants (classement par province ou généralité), 1680-1713.
 - 8 à 15. Généralité d'Auvergne (ou de Riom) 1706-1711.
 - 16 à 29. Généralité de Bordeaux, 1700-1712.
 - 30 à 43^{bis}. Province de Bretagne, 1689-1712.
 44. Département de Hainaut.
 - 45 à 49. Généralité de Lyon, 1712³³.
 - 50 à 58. Généralité de la Rochelle, 1712³⁴.
 - 59 à 94. Généralité de Soissons, 1700-1713.

³² 11 à 161 dont les n^{os} 25^{bis}, 50^{bis}, 59^{bis}, 126^{bis}, 127^{bis}, 159^{bis}.

³³ 45 à 49 dont le n^o 45^{bis}.

³⁴ 50 à 58 dont les n^{os} 50^{bis} et 50^{ter}.

95. Département de Valenciennes, 1689-1699.

96 à 99. Affaires extraordinaires (en particulier : généralité d'Auvergne).

100¹ à 4. Minutes de comptes généraux de finances, présentés à la Chambre des Comptes (40 f. détachées).

K 892. 1 à 177. Organisation, charges et produits de différents offices financiers, administratifs et militaires : mémoires, lettres etc. XVIIe-XVIIIe s. (classement par office).

1 et 2. Tableau général des finances, évaluations, frais de provisions et de réception de différents offices de trésoriers et de leurs contrôleurs, XVIIIe s.

3 à 7. Les trois contrôleurs du trésorier de la maison du Roi.

8 à 16. Le Contrôleur des quittances des officiers de la maison du Roi.

17 à 22. Le trésorier général des deniers de la police de la ville de Paris.

23 et 24. Le contrôleur du trésorier des deniers de la police de la ville de Paris.

25 à 27. Le receveur et payeur des gages, augmentations de gages et autres charges assignées sur les fermes ; le contrôleur de ce trésorier.

28 à 31. Le trésorier payeur des gages de la prévôté de l'Hôtel.

32 à 35. Le Trésorier des bâtiments.

36 à 38. Le trésorier général des aumônes, bonnes oeuvres et dévotions du Roi.

39 à 42. Le trésorier général de la maison du Roi.

43 à 47. Le trésorier des écuries.

48 à 66. Le trésorier de l'argenterie, menus plaisirs et affaires de la chambre du Roi³⁵.

67 à 70. Les deux trésoriers généraux des maréchaussées.

71 à 76. Les deux contrôleurs des trésoriers des maréchaussées.

77 à 84. Les deux trésoriers généraux.

85, 86. Les trois contrôleurs du trésorier de la vénerie, fauconnerie et toiles de chasse.

87 à 89. Le trésorier de la vénerie, fauconnerie et toiles de chasse.

90 à 105. Les trois trésoriers ou maîtres de la chambre aux deniers du Roi.

106 à 109. Les deux trésoriers généraux de la marine et des colonies.

110 à 115. Les deux contrôleurs des trésoriers généraux de la marine et des colonies.

116 à 118. Les trois trésoriers généraux des ligues Suisses et Grisons.

119-120. Le contrôleur des trésoriers des ligues Suisses et Grisons.

121 à 124. Les deux trésoriers généraux de l'artillerie et du Génie.

125-129. Les six contrôleurs des trésoriers de l'extraordinaire des guerres.

130-139. Le trésorier payeur des gratifications des troupes.

136-140. Le contrôleur des trésoriers de l'artillerie et du Génie.

141-144. Les deux trésoriers de l'extraordinaire des Guerres.

145-148. Les quatre contrôleurs du trésorier de l'ordinaire des Guerres.

149-166. Les deux trésoriers généraux du Marc d'or ; les deux contrôleurs³⁶.

167 à 168^{bis}. Les quatre contrôleurs du trésorier des Ponts et Chaussées.

169-177. Les deux trésoriers généraux des Ponts et Chaussées.

³⁵ 48 à 66 dont le n° 64^{bis}, manque le n° 55.

³⁶ 149-166 dont les n°s 149^{bis}, 157^{bis}.

- 178-181. État des revenus et dépenses en 1776.
- 182-183. Sur les bureaux du contrôle général et leurs frais.
184. Arrêt du parlement du 11 janvier 1661, qui donne main levée de 3 marcs 4 onces 1 gros d'argent saisis sur Madelaine Denjau, veuve Pierre Baslin, orfèvre à Paris, 1661.
185. Arrêt du Conseil du 2 avril 1718 qui accepte les offres d'Etienne des Bouges, pour la ferme de la marque d'or et d'argent, 1718.
186. Arrêt du Conseil du 4 mars 1772, qui ordonne le paiement des sels de salpêtre à Paris et dans la Touraine, 1772.
187. Édit sur les salpêtres, Bordeaux, juin 1660.
188. Rapport sur les gabelles dans la direction d'Alençon.
- 189-190. Mémoires sur les gabelles et le tabac, notamment à Avranches et dans la généralité de Caen.
191. Mémoire sur les finances et le compte rendu au Roi de Necker.
- 193-196. Condition financière des employés des fermes, 1760-1785.
197. *Lettre d'un bon François à M. Necker* (cahier de 20 f.).
- 198-201. Pièces imprimés concernant les offices, 1743-1771 (5 pièces³⁷).

K 893.

1. Don gratuit.

État des sommes qui seront demandées aux villes pour le don gratuit, 26 juillet 1659 (cahier de 17 f.).

2 à 33^{bis}. Dixième³⁸.

Édit de mars 1717, portant révocation du dixième ; notes diverses, remontrances et extraits relatifs à cet édit et à d'autres mesures financières (loteries, etc.), 1717.

34 à 191. Cinquantième denier.

34 à 56. Établissement du cinquantième denier : mémoires et pièces diverses (renseignements sur la levée dans les paroisses, les adjudications de perception, etc.), 1725³⁹.

57 à 191. Exécution dans les provinces de la déclaration qui établit le cinquantième denier : correspondance du Contrôleur général et des intendants, extraits des registres des Cours souveraines (remontrances), 1725 (classement par province) : 57 à 91. Alsace (pièces annexes : titres anciens de la ville de Strasbourg, depuis 1129)⁴⁰. — 92 à 97. Auvergne⁴¹. — 98 à 100. Béarn. — 101. Berry. — 102 à 104. Bourbonnais. — 105 à 127. Bourgogne (« *Mémoire pour MM. de Genève, sur ce que l'on veut établir le 50e sur les anciens fonds qu'ils possèdent dans le pays de Gex* », etc). — 128 à 136. Bretagne. — 137 à 139. Dauphiné. — 140 à 143. Flandre. — 144 à 146. Franche Comté. — 147 à 150. Guyenne. — 151 à 156. Languedoc. — 157 à 158. Lyonnais. — 159 à 162. Metz. — 163 à 172. Normandie. — 173. Paris (réclamations de la troupe des Comédiens du Roi). — 174. Picardie. —

³⁷ Pièces numérotées 198¹, 198² et 199 à 201.

³⁸ 2 à 33^{bis} dont les n^{os} 11^{bis} et 11^{ter}.

³⁹ 34 à 56 dont les n^{os} 34^{bis} et 34^{ter}.

⁴⁰ 57 à 91 dont le n^o 81^{bis}. Manque le n^o 62.

⁴¹ 92 à 97 : manque le n^o 93.

175 à 179. Poitou. — 180 à 183. Provence. — 184. Quercy. — 185 à 189. Roussillon (observations du duc de Noailles). — 190. Soissonnais. — 191. Touraine, 1725.

K 894. 1 à 23. Comptes du cinquantième, 1725-1727 (classement par généralité).

- 1 à 2. Amiens.
- 3. Auch.
- 4. Bordeaux.
- 5 et 6. Bourges.
- 7 et 8. Comté de Bourgogne.
- 9. Grenoble.
- 10. Flandre et Hainaut.
- 11. Lyon.
- 12. Metz et Alsace.
- 13 et 14. Montauban.
- 15. Poitiers.
- 16 et 17. Riom.
- 18 et 19. La Rochelle.
- 20. Rouen.
- 21. Soissons.
- 22 et 23. Tours.

24 à 34. Comptes de la capitation.

- 24. Généralité d'Alençon, 1728.
- 25. Généralité de Lyon, 1726.
- 26. Généralité de Soissons, 1728.
- 27 et 28. Parlement de Paris, 1728.
- 29. Chambre des comptes, 1728.
- 30. Cour des aides, 1728.
- 31. Offices de la table de marbre, 1728.
- 32. Secrétaires du Roi, 1728.
- 33. Artillerie, 1715.
- 34. Ingénieurs militaires, 1729.

35 à 49. Vingtième.

- 35 à 48. Remontrances, correspondance, etc. provenant des évêques de Metz, Verdun et Toul ; de l'archevêque de Besançon ; du Parlement de Flandre ; des États d'Artois ; de la Cour des aides et finances de Montpellier ; des États de Languedoc ; des États de Bretagne ; du Parlement de Paris ; de la noblesse et des États de Provence ; du Clergé de France ; du clergé du Comté de Bourgogne, 1749-1750.
- 49. Remontrances du parlement sur les vingtièmes, 1778.

50 à 70. Autres impositions: mémoires, lettres, actes royaux, etc.

- 50 à 57. Impôt sur les enseignes et boutiques, 1759.
- 58 à 61. Taxe sur les chevaux et les domestiques, 1759.
- 62 à 70. Impôt sur les cartes, dés et tarots, 1622-1764 (à signaler: *Observations faites au Parlement de Rouen par les maîtres cartiers de cette ville*, 1764).

K 895. 1 à 392^{bis}. Capitation extraordinaire. Minutes des jugements de la Commission désignée par arrêt du Conseil du 26 octobre 1722, pour procéder à la vente et adjudication des biens des particuliers compris dans le rôle de capitation extraordinaire arrêté au Conseil le 15 septembre 1722, et n'ayant pas payé.

1 à 46. 20 novembre-24 décembre 1722 ⁴².

47 à 322. 2 janvier-31 décembre 1723 ⁴³.

323 à 353. 14 juillet-6 décembre 1724 ⁴⁴.

354 à 375. 24 janvier-20 septembre 1725 ⁴⁵.

376 à 392^{bis}. 2 janvier-18 décembre 1726. 15 janvier et 7 mai 1727 ⁴⁶.

K 896. 1 à 59. Officiers du Grand Conseil. Titres et pièces relatives à des finances levées sur les officiers du Grand Conseil, aux emprunts faits pour leur acquittement et au remboursement de ces emprunts : extraits des registres du Grand Conseil, achats de rentes, contrats, quittances, etc. 1689-1720.

A signaler. « Département des finances, 1786 »: affiche donnant les noms et fonctions du personnel supérieur.

K 897. 1 à 71. Rentes.

1 à 36. Titres et contrats de rentes appartenant aux filles de la Visitation de Saint-Denis, 1688-1770 (liasse de 36 pièces ou dossiers).

37 à 52. Contrats de constitution et de vente de rentes, 1714, 1720, 1721, 1723 et 1743 (16 pièces parchemin).

59 à 71. Rentes remboursables au denier 20 (édit de décembre 1764): actes de reconnaissance, certificats, 1765-1767 (19 pièces parchemin).

K 898. 1 à 11. Levée d'impositions.

1. Lettres de Louis XI établissant un impôt sur le Limousin. Au bois Malesherbes, 10 août 1475 (copie contemporaine sur parchemin).

2 à 7. Procès verbaux de levée des impositions et deniers, dressés par Julien de Bourgneuf, président au parlement de Bretagne (n° 2 à 7) et par Antoine Hellin, conseiller au parlement de Paris (n° 8), 1534 : 2. Basse-Auvergne (cahier de papier de 13 f.). — 3. Basse-Auvergne, Combrailles et Château-Chinon (cahier de papier de 34 f.). — 4. Château Chinon et Berry (cahier de papier de 49 f.). — 5. Bourbonnais et Auvergne (cahier de papier de 67 f.). — 6. Levée des deniers dus à la reine mère (cahier de papier de 7 f.). — 7. Berry (cahier de papier de 7 f.). — 8. Berry (cahier de papier de 64 f.).

9. Lettres de François I^{er} pour la levée d'un impôt sur la ville de Paris, Brécourt, 3 mai 1544 (vidimus de la prévôté de Paris, 31 janvier 1544).

10. Édit touchant « le sol pour livre sur la pesche du poisson de mer fais, se, sallé » (et portant création de divers offices), 1651 (copie collationnée).

11. Instructions sur le mode de percevoir le droit de tiers et danger en Normandie (extrait des Mémoires de la Chambre de Comptes, 1467-1471), 1661.

⁴² 1 à 46 dont les n^{os} 19^{bis}, 20^{bis}, 24^{bis}, 24^{ter}.

⁴³ 47 à 322 dont les n^{os} 47^{bis}, 64^{bis}, 64^{ter}, 201^{bis}, 230^{bis}, 304^{bis}. Manquent les n^{os} 75, 119, 296).

⁴⁴ 323 à 353 : manque le n° 325.

⁴⁵ 354 à 375 dont les n^{os} 354^{bis}, 365^{ias}.

⁴⁶ 376 à 392^{bis} dont les n^{os} 378^{bis}, 386^{bis}, 391^{bis}.

K 899.

1 à 31^{bis}. Pièces relatives à Colbert.

1 à 30. Notes et minutes de lettres de la main de Colbert, sur les travaux publics, les finances, les affaires politiques, les manufactures et le commerce, 1654 (30 pièces).

31 et 31^{bis}. Notes de Colbert sur les finances ; notes diverses intéressant Colbert et Fouquet, 1654-1661 (7 pièces).

32 à 37. Pièces relatives à Turgot.

32 à 34. Lettre de Turgot, contrôleur général, à l'intendant de Limoges sur la taxe du pain et les moyens d'en réduire le prix d'après des essais faits à Roissy, Paris, 17 septembre 1775 ; état du pain cuit et distribué à Roissy depuis le 1^{er} juillet 1775, jusqu'au 11 août suivant, et observation sur cette expérience par rapport à la ville de Brives, 1775.

35 à 37. Lettres (imprimées) de Turgot, Intendant de Limoges, relatives à la répartition de la taille. Paris, 10 juin 1762 (35 et 36) ; Angoulême, 4 août 1762 (37).

38. Projet de l'établissement d'une banque à Marseille, Marseille, 1674 (in-4° de 10 pages).

39. Mémoires dressés par les intendants sur les finances dans chaque généralité : sommaire et observations, 1745 (cahier de 12 f.).

40 et 41. Fonctions et privilèges des surintendants et contrôleurs généraux des finances : notes et mémoires (pièces relatives à Servien et Fouquet).

42 à 58. Pièces relatives à l'exercice et aux fonctions des receveurs généraux des Finances (notamment à Lyon et à Riom) et à leur situation pécuniaire (notamment droit de marc d'or), 1781⁴⁷.

59 et 60. Idée générale des Finances : discours préliminaire dédié au contrôleur général de Boullongne (gr. in fol. imprimé de 8 f. avec notes manuscrites) ; tableau gravé par Chambon (dans le genre de ceux de l'Encyclopédie).

61. Mémoire sur les vingtièmes par MM. de Blaire et Moncloux de la Villeneuve, conseillers de la seconde chambre de la Cour des aides de Paris (Cahier de 44 f.).

62 à 65. Lettre de M. de Calonne, intendant de Metz, à M. de Beaumont, sur la taille, Metz, 21 juillet 1767 (avec 3 pièces à l'appui).

66 à 71. Mémoires.

66. Mémoire concernant l'imposition et la levée des tailles dans les dix-huit généralités des pays d'élections (cahier de 25 f.).

67. « *Projet de conversion de la taille, des aydes, des douanes provinciales et de toutes autres impositions de cette nature en une Dixme royale, qui sera prise proportionnellement sur tout ce qui porte revenus* » (cahier de 80 pages).

68. Notes sur le projet de réunir la ferme des postes à celle des messageries (cahier de 4 f.).

69. Mémoire sur les fouages en Bretagne, dressé par M. Abeille (cahier de 13 f.).

⁴⁷ 42 à 58 dont le n° 48^{bis}.

70 et 70^{bis}. Note explicative sur les anticipations (cahier de 4 f.).

71. Mémoire anonyme sur les finances (cahier de 4 f.).

72. Édits pour le rétablissement du Franc Salé aux parlements et autres compagnies supérieures, Paris, avril 1719 (original parchemin).

72^{bis}. Pièces sur le Conseil des Finances, 1781 (3 pièces).

73 à 84. Édits et déclarations sur les pensions (principalement).

73 Déclaration du Roi pour la levée du dixième des biens du royaume, Marly, 14 octobre 1710 (imprimé et Manuscrit).

74. Déclaration du Roi concernant les pensions, Paris, 30 janvier 1717 (imprimé et manuscrit).

75. Édits portant suppression du dixième, Paris, août 1717 (imprimé et Manuscrit).

76. Arrêt du Conseil d'État concernant les pensions, 23 février 1720 (imprimé et manuscrit).

77. Déclaration du Roi, portant réduction des pensions, Fontainebleau, 20 novembre 1725 (imprimé et manuscrit).

78. Arrêt du Conseil d'État, concernant le paiement des pensions, 20 novembre 1725 (imprimé).

79. Déclaration du Roi, concernant les pensions, Versailles, 17 avril 1759 (imprimé et manuscrit).

80. Déclaration du Roi, pour éviter les surprises dans les perceptions des arrérages des rentes viagères, Versailles, 20 juin 1763 (imprimé et manuscrit).

81. Règlement sur la retenue du dixième de différents objets qui se payent au trésor royal sur des ordonnances signées du Roi, 24 avril 1764 (imprimé et manuscrit).

82 à 84. Arrêts du conseil sur les retenues des pensions : 29 janvier 1770, 7 avril 1771, 9 mai 1772 (imprimé et manuscrit)

85 et 86. Table alphabétique des personnes qui ont obtenu des grâces du Roi depuis 1777 jusqu'en 1788 ; grâces et dépenses extraordinaires pendant le mois d'octobre 1778.

87. État des paiements à faire au trésor royal pendant l'année 1774.

88 à 93. Édits et déclarations du Roi relatifs au marc d'or, 1770-1774.

- K 900.
1. Attestation d'un prêt de 150.000 livres fait au Roi par un bourgeois de Paris (pièce signée par Séguier, Servien et Fouquet).
 2. État général des restes de la capitation de 1701 à 1712.
 3. État de la dette nationale d'Angleterre comme elle était au 5 janvier 1768.
 4. Carte générale des impositions de l'élection de Cognac, de 1700 à 1711.
 5. *Dates de l'établissement des impositions connues sous le nom de 50^e, 10^e, 20^e, et sols pour livre d'iceux, avec le temps de leur durée.*
 6. Arrêt du Conseil portant que les particuliers compris dans les états de répartition de la capitation de l'année 1708, seront tenus de payer outre la portée de leurs taxes deux sols pour livres d'icelles, 11 octobre 1707 (imprimé) ; lettres patentes du 8 novembre (original parchemin).

7. Déclaration du Roi, concernant les effets qui sont dans les bureaux de receveurs des consignations et des commissaires aux saisies réelles, 24 juin 1721 (original parchemin).

8 à 10. *Mémoire sur les diverses opérations qui ont été faites, concernant les billets royaux pendant les dernières années du règne de Louis le Grand et au commencement de celui de Louis Quinze heureusement régnant*, avec lettre d'envoi et pièces jointes, 1737.

11 à 15. Lettres adressées au Régent sur la taille proportionnelle, 1718.

16 et 17. Mémoire sur la commission intermédiaire des États de Bretagne (et sur ses attributions financières).

18 et 19. Mémoire sur les impositions du Hainaut.

20. Mémoire pour les trésoriers de France de la généralité de Paris, 1659.

21. Mémoire sur le dixième.

22 et 23. Remontrances du clergé sur l'impôt du cinquantième, 1725.

24. Remontrances du clergé sur la levée du vingtième 1749.

25. Mémoire sur l'imposition du 8^e denier ecclésiastique.

26 à 32^{bis}. Pièces diverses.

26. Note sur les sommes à payer pour jouir du droit de tenir boutique, 1759.

27. Réclamation d'un officier forestier contre la taxe des chevaux et domestiques, Reims, 1759.

28 et 29. Note historique sur les vicomtés de Valognes et Cherbourg depuis 1353.

30 à 32^{bis}. Extraits de registres du Conseil : rentes du Grand Conseil, privilèges de la Chambre des comptes.

33. État des appointements des lieutenants du Roi par généralité, 1784 (à propos du dixième et du droit de marc d'or).

34 à 36. Observations sur l'administration des finances dans la généralité de Metz et Alsace, 1765.

37. Règlement pour la perception des impositions dans les élections d'Agen et de Condom, 1764.

38 à 43. Projets (notamment projet de création d'offices de gardes-notes dans chaque sénéchaussée).

44. État des subsides accordés au Roi d'Angleterre par son Parlement, 1764.

K 901. 1 à 22^{bis}. Généralité de Paris, élection de Melun : état des fonds et héritages de certaines paroisses, 1717 (chaque paroisse est accompagnée d'un « mémoire des connaissances particulières pour la paroisse de... »).

1. Liste des paroisses et chiffre de leur imposition pour la taille.

1^{bis} et 1^{ter}. Ailly-Milly.

2 et 2^{bis}. Andrezelles.

3 et 3^{bis}. La Borde.
4 et 4^{bis}. Bréaux.
5 et 5^{bis}. Champeaux.
6 et 6^{bis}. La Chapelle.
7 et 7^{bis}. Le Châtelet.
8 et 8^{bis}. Chatillon.
9 à 9ter. Hameau de La Commune.
10 et 10^{bis}. Les Ecrennes.
11 et 11^{bis}. Féricy.
12 et 12^{bis}. Fontaine.
13 et 13^{bis}. Héricy.
14 et 14^{bis}. Macheau.
15 et 15^{bis}. Moisenay.
16 et 16^{bis}. La Selle.
17 et 17^{bis}. Sivry.
18 et 18^{bis}. Saint-Avyn.
19 et 19^{bis}. Valjouan.
20 et 20^{bis}. Vernon.
21 et 21^{bis}. Villars.
22 et 22^{bis}. Yebles et Guignes.

MONNAIES

Pièces isolées fournissant des informations sur la fabrication et le cours des monnaies (classement chronologique).

- K 902.
1. Guillaume de Chauvigny, seigneur de Chateauroux, confirme à l'abbaye de Déols le privilège que lui avaient accordé ses ancêtres de prélever 2 s. 6 d. sur chaque mille sous qui se fabriquent à Chateauroux, Chateauroux, mai 1213 (original parchemin).
 2. Établissement d'un monnayeur dans la vicomté de Turenne. (renseignements sur les seigneurs de Mortel et leurs rapports avec l'évêque de Cahors), 1273.
 3. Don de la monnaie de Saint-Pol, fait à Jehanin Tadolin, de Lucques, par Guy de Châtillon, Comte de Saint-Pol. Le vendredi avant la Saint-Vincent, 1306 (dans un vidimus du mercredi suivant).
 4. Règlement de Guillaume de Chauvigny, seigneur de Chateauroux, sur la fabrication de la monnaie dans sa terre. Le lundi fête de Saint-Nicolas, 1316 (original parchemin).
 5. État et évaluation des sommes d'argent déposées dans l'abbaye de Longchamp, 1348 (original parchemin).
 6. Ordonnance du Grand Conseil sur la forme des paiements après la mutation des monnaies, 1353 (original parchemin ; imprimé).

7. Évaluation donnée par les généraux des monnaies à la requête du principal du collège de Presles, février 1353 (original parchemin).
8. Ordonnance du Grand Conseil qui règle la forme des paiements à cause de la mutation de la monnaie, novembre 1354 (original parchemin).
9. Cédule faisant mention de la mutation de la monnaie dans les comptes de l'Hôtel, 1355 (original parchemin).
10. Noms et valeurs de diverses espèces en or, dans une charte de l'abbaye de Meimac, au diocèse de Limoges, 1367 (original parchemin).
11. Valeur de la livre de provence *cum o rotundo* estimée 13 deniers pour un gros tournois, dans une charte de Mabile de la Voûte, 1391 (original parchemin).
12. Évaluation demandée par Jean de Beaune, maître général des monnaies, à Jean Vidal, maître particulier de la monnaie de Montpellier, 1418 (original parchemin).
13. Essai d'une boîte de la monnaie de Rouen de deniers d'or fin appelés «Saluz», 1442 (original parchemin).
14. Évaluation donnée par les deux gardes de la monnaie de Montpellier, 1442 (original parchemin).
15. Avis de M^e Audry Le Roy, conseiller et correcteur des comptes, sur les demandes faites au Roi en 1431, par des Espagnols, pour fret de navires, transport de gens de guerre etc. (on y trouve mention de diverses monnaies), 1448 (cahier de papier de 8 f.).
16. Réception de Genys Andrieu, marchand et changeur de Bordeaux, à la charge de maître de monnaies de cette ville, faite par Pierre Morin, trésorier de Guyenne, Bordeaux, 27 novembre 1470 (original parchemin).
17. Mémoire adressé à la duchesse d'Orléans, sur la manière dont les paiements doivent être faits dans son apanage, par suite de la mutation des monnaies, 1471 (cahier de 5 feuilles).
- 18 à 21. Discrédit des pièces nommées *Mailles* et création de deniers parisis, 1476.
22. Fondation de Simon Hennequin dans l'église de Saint-Germain l'Auxerrois (il y est indiqué que le «liart» valait trois deniers tournois), 1499 (original parchemin).
23. Ratification par Philippe 1^{er}, archiduc d'Autriche, de la transaction passée à Orléans le 5 décembre 1501, entre ses procureurs et l'archevêque de Besançon, par laquelle l'archevêque accorde à l'archiduc le droit de battre monnaie dans tout le comté de Bourgogne, sauf la cité de Besançon, Malines, 23 décembre 1501.
24. Promesse de Philippe 1^{er} archiduc d'Autriche, de payer à l'archevêque de Besançon «quarante livres estevenans de notre comté de Bourgogne» par an, pour le droit que l'archevêque prétendait avoir

de faire battre monnaie dans le comté de Bourgogne, Malines, 26 décembre 1501.

25. Fixation de la valeur des monnaies étrangères ayant cours dans le duché de Bourgogne, 1546 (cahier de 9 f.).

26. Lettres de créance du Sieur de Porte, envoyé en Dauphiné pour informer contre les monnayeurs, Saint-Germain en Laye, 10 juin 1550 (original parchemin).

27. Procès verbal de Jacques Rouillé, envoyé en Picardie pour informer sur la fabrication des espèces, 1556 (cahier de 43 f.).

28. Lettres de Charles IX, relatives aux espèces portugaises, Fontainebleau, 18 mars 1560 (original parchemin).

29 et 30. Lettres de Charles IX, pour une refonte des monnaies dans la monnaie de Paris, Vincennes, 19 juillet 1562 ; lettres d'attache de la cour des Monnaies (original parchemin).

31. Lettres de Henri III, sur la falsification des écus sols, Lyon, 8 octobre 1574 (original parchemin).

32. Lettres de Henri III, sur le fait des monnaies, Lyon, 8 octobre 1574 (original parchemin).

33. Lettres de Henri III, sur le cours des liards, Paris, 19 février 1583 (imprimé ; avec le dessin des liards décriés et des liards ayant cours).

34. Commission donnée par Henri IV, à M^e Jehan de Carlas, essayeur des monnaies, pour en vérifier le poids, la loi et le titre dans toutes les villes du royaume. Au camp d'Argenteuil, 27 mai 1590 (original parchemin).

35. Commission donnée par Henri IV à M^e Jean Favier, général des monnaies, pour en vérifier les altérations et falsifications dans tout le royaume, Monceau, 9 septembre 1596, suivie du procès des opérations (cahier de 54 f.).

36. Requête du procureur général de la chambre de justice contre la Cour des monnaies, avec la réponse, 1662 (imprimé en folio de 61 pages).

Notes, mémoires, correspondance, XVIIe-XVIIIe siècle.

- K 903.
1. Prévôts, monnayeurs et autres officiers des monnaies du serment de France, 1337-1719 (copies modernes, cahier de 64 f.).
 2. « *Extraits de plusieurs ordonnances qui justifient que la cour des monnaies est en droit de connaître privativement à tous autres juges de l'exécution des édits et arrêts concernant les monnaies* », 1358-1705 (cahier de 11 f.).
 3. Copie de lettres de Henri II concernant les monnaies (sans date).

4. Arrêt du Conseil du 4 octobre 1670, portant règlement pour les droits des officiers particuliers des monnaies (imprimé).

4^{bis}. Résultat de la conférence tenue chez M. Bellinzami, le 5 août 1670, sur les monnaies espagnoles (de l'écriture de Desmarest).

4^{ter} et 4⁴. Mémoire sur la fabrication des monnaies (1668).

5. Arrêt du Conseil du 4 septembre 1674, qui adjuge à M^e Jean Baptiste Lucat, la ferme générale des monnaies de France (imprimé).

6. Arrêt du Conseil du 19 juin, qui règle le cours des espèces d'or et d'argent pendant le mois de juillet 1703.

7 et 8. Arrêts du Conseil d'état du duc de Lorraine, qui règlent le cours des espèces en Lorraine, 1^{er} mai 1714 et 24 décembre 1714 (imprimé).

9. *Déficit*.

10 et 11. Déclaration du Roi qui fixe le prix des louis d'or à 14 livres et les écus à 3 livres 10 sols, Versailles, 13 août 1715 ; arrêt du Conseil du 12 octobre (imprimé).

12. Édit concernant les monnaies, Vincennes, décembre 1715 (imprimé).

13. Édit qui annule l'édit de juillet 1714 et la déclaration du 23 mai 1715 sur les princes légitimés, Paris, juillet 1717 (imprimé).

14 à 71. Recueil de pièces concernant l'édit de mai 1718 sur les monnaies et la résistance du Parlement : extraits de registres, remontrances, réponses (pièces provenant en partie de la famille Gilbert de Voisins)⁴⁸.

Figurent dans ce dossier : 17. Lettres patentes organisant la banque royale et réglant ses rapports avec la compagnie d'Occident, 4 décembre 1718. 56. Nomination de d'Aguesseau à la charge d'avocat général au Parlement de Paris, 1721.

72 et 72^{bis}. Tarif de monnaies étrangères pour l'armée, 1759 (avec dessins).

73. Commission pour l'enregistrement de l'édit de septembre 1771 sur le désestement de la Cour des monnaies, d'un règlement pour la comptabilité du trésorier général et de lettres patentes fixant le prix des matières d'or et d'argent, Versailles, 23 septembre 1771 (original parchemin scellé de cire jaune).

74 et 74^{bis}. Édit concernant la manutention des directeurs des monnaies, août 1772 ; tarif annexe.

75. Édit qui rappelle à leurs fonctions les officiers de la Cour des monnaies supprimés par l'édit du mois de septembre 1771 (original parchemin scellé de cire verte).

76. Commission pour la chambre des vacations de la Cour des monnaies à Paris, 8 août 1779 (original parchemin scellé de cire jaune).

⁴⁸ 14 à 71 dont les n° 17, 18^{1a4}, 24^{bis}, 24^{ter}, 29^{bis}, manque le n° 23

- 77 et 78. Arrêt du Conseil du 21 août contre le sieur Charles Antoine de Gouve, procureur général de la Cour des monnaies (original parchemin) ; autre du 30 décembre 1780 en sa faveur.
- 79 à 81. Remontrances du Parlement au sujet de la refonte des monnaies, 16 Mars 1786.
82. Mémoire sur la réunion de toutes les monnaies en une seule qui serait établie à Paris (cahier de 11 f.).
83. Mémoire sur les affinages des matières d'or et d'argent (cahier de 5 f.).
84. État du montant de la fabrication des espèces pendant l'année 1775.
85. Note sur diverses monnaies de l'Inde.
86. Lettre signée Nicolaÿ relative à l'invention d'un levier.
87. *Plan ou administration de la Monnaie* (cahier de 7 f.).
- 88, 88^{bis}. Examen de la fabrication des espèces pendant l'année 1775 ; lettre jointe.
89. *Déficit*.
- 90 et 91. Alliages de Lyon : lettres signées Frénais sur les alliages de Lyon, 1776.
92. De la monnaie des médailles.
93. Alliages de Lyon : lettre signée Bossut.
94. Affinage de Lyon : observation sur un mémoire, 1776 (cahier de 7 f.).
95. Réflexions sur les inconvénients qui naîtraient de la liberté des affinages (3 f.).
- 96 et 97. Lettre signée Frénais sur la comptabilité des monnaies ; observations sur l'édit concernant la comptabilité des monnaies, 1776 (cahier de 7 f.).
- 97^{bis}. Notes diverses (Renseignement sur les fermes du sel de Languedoc et de Dauphiné en 1557).
98. *Analyse du procès-verbal d'essais de 1766* (monnaies françaises et étrangères ; pièces d'orfèvrerie) (cahier de 4 f.).
- 99 et 100. *Observations du sieur Chipart sur les moyens d'empêcher les fraudes et malversations qui se commettent relativement à la marque d'or et d'argent* (avec une lettre), 1776.
101. Observations sur les monnaies et sur les affinages (cahier de 21 f.).
102. Mémoire sur la réforme des monnaies (cahier de 14 f.).
103. Mémoire sur les affinages.
104. *Mémoire sur l'utilité de rentrer dans le privilège d'essayer les ouvrages d'orfèvrerie*.

105. *Mémoire sur l'administration intérieure de la Monnaie* (Cahier de 12 f.).
106. *Projet d'édit pour la suppression des monnaies et création d'une nouvelle monnaie à Paris* (Cahier de 5 f.).
- 107 à 109. *Projet d'édit sur la comptabilité des monnaies* (cahier de 4 f.). Observations sur le projet (cahier de 4 f.).
110. *Observations sur le mémoire de la commission des monnaies, par A. Desrotours, ci-devant premier commis du département des Monnoies, 1792* (imprimé de 59 pages).
111. Lettre du citoyen Begerlé, membre de la commission générale des monnaies, au citoyen Ramel, député de la convention, 1793 (imprimé ; in-4° de 32 pages).
112. Sommaire des chefs d'accusation contre Jean Castaing, se disant ingénieur des monnaies du Roi (imprimé in fol. de 40 pages).
113. Fragment d'un traité historique (6 f.).
114. Analyse de pièces (depuis le XIV^e siècle).

EAUX ET FORÊTS

Pièces isolées portant principalement sur des forêts particulières.

- K 904.
1. Ordonnance des eaux et forêts, Saint-Germain-en-Laye, août 1669 (cahier de parchemin de 72 f.).
 2. Règlement du conseil de la duchesse de Longueville, pour les usages de la forêt de Bret et de Ridonne, dépendante du comté de Gournay, 5 janvier 1669 (cahier de papier de 15 pages).
 3. Arrêt du Conseil du 12 février 1671, qui enjoint la résidence aux maîtres des eaux et forêts (imprimé).
 - 4 et 5. Édit de mars 1671, portant que le siège de la maîtrise de Toulouse sera fixé à Willemur, celui de Lauragois à Castelnaudary, celui de Castres à Saint-Pont et celui de Commenge à Saint-Gaudens (imprimé).
 6. Règlement de réformation de la forêt de Laïgue, avec l'arrêt du Conseil qui le confirme, 1672.
 7. Bulle du grand maître de Malte portant règlement sur le fait de l'administration des bois de l'Ordre dépendants des commanderies des six grands prieurés de France, 5 juillet 1751.
 - 8 et 9. Demande des habitants de la principauté de Revin, de pouvoir transporter chez eux les bois qu'ils ont ouverts dans la forêt de Rocroy, 1753.

10. Demande des habitants des Quatre-Vallées, d'être seuls possesseurs de la juridiction sur leurs forêts, Agen, 20 novembre 1755.
11. Arrêt d'appointé pour les habitants du ban de Fraisse, contre le sieur de Cogne, seigneur de Fraisse (en Lorraine), 1756.
- 12 et 13 ter. Mémoire au sujet des lisières de la forêt de Lyons du département de Rouen et lettres, 1758 (cf. n° 56).
14. Demande des habitants de l'élection de Lannes (Guyenne) relative à l'usage des bois plantés dans les fonds communs, 1759.
15. Ensemencement de pins, glands, feïnes et châtaignes dans les terrains vagues de la Maîtrise de Rouen, 1759.
16. Provisions de la charge de contrôleur des domaines et des bois et contrôleur y alternatif des finances, de la généralité de Limoges pour Jacques Joseph. Marchandon de Naugeac, Versailles, 24 octobre 1760.
- 17 et 18. Provisions de la charge de greffier de la maîtrise de Valenciennes, pour François Joseph Boucher, 8 mai 1765 ; sa réception, 25 mai.
19. Provisions de la charge de procureur du Roi de la maîtrise de Mont-Maraud pour François Camus, avocat au Parlement, 19 juin 1765.
- 20 et 20^{bis}. Provisions de la charge de greffier de la maîtrise de Niort pour Jacques Étienne Piet, 1^{er} juillet 1765 (en double).
21. Provisions de la charge de contrôleur des finances, bois et domaines de la généralité de Limoges, pour François Xavier de Verdillac, 23 avril 1766.
22. Recépage d'une partie de la forêt de Rouvray en Normandie, 1757.
23. Mémoire concernant les bois communs appelés les Hayes de Riallé, diocèse et maîtrise de Nantes, 1750.
- 24 à 32. Forêt de Bitche (en Lorraine).
 24. Avis sur la requête des communautés du comté de Bitche (cahier de 61 f.).
 - 25 à 32. Dégâts causés dans la forêt de Bitche, 1790 (statistique de cette forêt).
33. Provisions de l'office de maître particulier des eaux et forêts de Beaumont-sur-Oise, pour Etienne Nicolas Touzet, Versailles, novembre 1772.
34. Cantonnement de 800 arpents de bois dépendants de la seigneurie de Brécy en Berry, 1772 (cahier de 13 f.).
35. Adjudication de terrains vagues de la forêt de Loches, 1772-1777.
- 36 à 38. Plans.
 - Plan de plusieurs forêts en Bourgogne. Plan de la route de Ligny à Saint-Dizier à travers la forêt de Ligny. Plan de la route à faire à travers la forêt des Biards (maîtrise de Bayeux), 1776.
- 39 à 50. Arpentage du parc et de la forêt de Chambord, 1777.

51. Instance en cantonnement des bois dépendant de l'abbaye de Font-Morigny en Berri, 1781 (cahier de 14 f.).
52. Permission de faire des coupes dans les bois des communautés, 1782.
- 53 et 54. Usage de la forêt d'Haguenau (Bas Rhin) contesté entre les habitants de cette ville et les officiers forestiers, 1784.
55. Note sur les dégradations des bois de Saint-Mamet et de Bagnères-de-Luchon, 1785.
56. Arrêt du Conseil du 17 août 1785, concernant l'aménagement de la forêt de Lyons (cf. n° 12).
- 57, 58. Plantations d'arbres dans les terrains incultes, 1786.
- 59 et 59^{bis}. Cantonnement de la forêt de Chambaran, territoire de Bressieux en Dauphiné, 1787 (un cahier de 12 f., un autre de 23 f).
- 60 à 62. Demande des habitants de Vaubarin et de Saint-Germain Le Rocheux (en Bourgogne) de pouvoir vendre leur quart de réserve du bois communal de Dourd'Hall, 1789 (avec plan colorié).
63. Cantonnement des bois de la seigneurie de Saint-Bresson en Bourgogne, 1789 (avec plan).
64. Procès verbal de délivrances de grasse pature à Mayenvic en Lorraine, 1789.
65. Dépenses des plantations, recépages, élaguements et treillages faits dans la forêt de Saint-Germain pendant l'année 1790.
66. Exploitation des bois et chablis tombés sous les gaulis et futaies de la forêt de Saint-Germain, 1790.
67. Entretien des plantations et treillages du parc de Boulogne, 1790.
- 68 à 71. Travaux faits à la forêt de Fontainebleau, 1790.
72. Liasse de quittances, 1790-1793.
73. Réclamation de payement, 1806.
74. Droit d'usage dans la forêt de Bray (Orléanais), 1790.
75. Tableau du produit des bois du Royaume, 1739 et 1758.

Aménagement et exploitation des forêts. Navigation. Chasse et pêche.

- K 905. 1 à 16. Mémoires sur l'aménagement, l'exploitation et l'administration des bois et forêts du royaume, 1776⁴⁹.
- 17 à 23. Pièces relatives à l'administration des forêts.
17. Mémoire particulier sur les forêts et bois du Roi et sur les moyens d'en tirer un meilleur partie.
- 18 à 20. Mémoire sur leur administration.

⁴⁹ 1 à 16 : manque le n° 5.

21. Projet d'une ordonnance en 50 articles.
22. Observations sur le projet d'édit de M. d'Invaux (cahier de 20 f.).
23. Nouvelles observations sur le projet de suppression des maîtrises.

24. *déficit.*

25 à 28. États relatifs aux projets de réforme.

25. État des tables de marbre et des chambres des eaux et forêts dans les différents parlements.
26. État des départements des grands maîtres du royaume.
27. État d'évaluation des offices.
28. État des frais de régie.

29 à 32. Mémoires sur l'exploitation et l'aménagement des forêts.

29. Mémoire sur la manière de procéder aux ventes et adjudications de bois (cahier de 11 f.).
30. Copie d'un mémoire présenté par M. P. à l'abbé Tarvi à la fin de 1773.
- 30^{bis}. Mémoire en réponse à M. Duhamel.
- 30^{ter}. Suite de l'essai sur les forêts et bois du royaume.
31. Aménagement des bois (cahier de 12 f.).
32. Mémoire concernant la plantation des pins dans les mauvais fonds des forêts de la maîtrise de Rouen.

33 et 34. Écorcement des chênes.

33. Précis d'observations sur l'écorcement des chênes, pour les députés des Tanneurs de la Champagne et du Hainaut.
34. Rapport sur le projet de décret relatif à l'écorcement des chênes, 4 pluviose An II.

35 à 41. Forêts particulières.

35. Mémoire et propositions du sieur Babaud, pour l'exploitation des forêts de la Lorraine, 1738 (cahier de 8 f.).
36. Mémoire concernant les forêts de la Lorraine allemande (cahier de 13 f.).
37. État de la consistance des forêts de la Lorraine allemande.
38. Forêts de Normandie : arrêt contre Mlle de Briçon, 24 mars 1668.
39. Quittance du garde du trésor au receveur général des domaines et bois de Blois, Paris, 10 janvier 1771.
40. Arrêt de la chambre de la réformation de Rouen contre Hélie Doublé, sieur de Montrotty, appelant d'une sentence rendue au siège général des forêts de Normandie, 27 juillet 1668.
41. Plan général sur l'exploitation des forêts des Pyrénées, 1756 (cahier de 14 f.).

42 à 45 et 47. Navigation.

42. Projet de canaux en Bretagne.
43. Mémoire du sieur Belot sur la nécessité, les avantages et les moyens de rendre navigable la rivière de l'Ariège.
44. Moyens à employer pour rétablir la navigation du Rhin, 1769 (cahier de 12 f.).
45. Projet d'un canal de ceinture autour de la ville de Bordeaux.
47. Mémoire au sujet des limites de la Durance depuis Bonpas jusqu'au Rhône, 1775 (ouvrages sur la Durance ; difficultés à ce sujet entre la ville d'Avignon et les communautés voisines).

46. Mémoire tendant à prévenir la pénurie des bois dans la Lorraine et le Barrois, 1788 (cahier de 6 f.).

48 à 54. Ventes de bois.

48. Forêt de Pommeroye près Creil, 1540.

49. Forêt de Hallatte, 1540.

50. Forêts de Fresnes et de Cruye, 1540.

51. Forêt de Montfort, 1540.

52. Compte de la maîtrise de Rouergue et Quercy, 1763.

53. Bois du domaine de Versailles, 1789.

54. Bois du domaine de Versailles, 1791-1793.

55. État général en liquidation des bois du Roi, de la généralité de Paris, 1790.

56 à 72. Mémoires relatifs à la vente du bois de chauffage, 1761-1790.

Prix et taxe du bois de chauffage, disette de bois de chauffage, renseignement sur l'administration municipale de plusieurs villes, le commerce et les députés du commerce, les douanes et les fermes générales.

73. Amendes de la maîtrise de Sézanne, 1771.

74 et 75. Commission de Pierre Charrier, garde générale de la maîtrise particulière de Niort, 3 avril 1767. Sa réception 2 mai 1767.

76. Règlement sur la chasse et la pêche à Ussel, 1409-1433 (original parchemin).

77. Règlement général pour les chasses, Saint-Germain en Laye, 1669 (imprimé de 8 pages).

78 à 139. Commissions pour mettre à exécution les états de la recette et de la dépense des domaines et bois arrêtés au Conseil du Roi ; avec quelques quittances délivrées aux receveurs généraux des domaines et bois des généralités et quelques autres pièces, 1750-1785 (classement par généralité).

78. Amiens, 1770.

79. Alençon : quittance, 1775.

80 à 94. Auch : commissions et quittances, 1762-1772.

95 et 96. Blois, 1775-1776.

97. Bordeaux, 1765.

98 à 112. Bourges : commissions et état des sommes dues aux nourrices des enfants trouvés de la ville de Bourges, 1761-1783.

113. Châlons, 1769

114 et 115. Flandre : quittances, 1770.

116 à 119. Limoges, 1765-1772.

120. Lyon, 1764.

121 à 124. Moulins, 1761-1773.

125 à 127. Orléans, 1764-1776.

128. Paris, 1767.

129 et 130. Poitiers, 1780-1783.

131 à 133. Provence : état général du montant des rôles du 20^e pour 1750 ; mémoire pour la cour des comptes de Provence, s.d. ; relation de l'affaire des deux vingtièmes, 1759.

134 à 136. Soissons, 1763-1776.

137 à 139. Tours, 1780-1785.

AGRICULTURE

K 906. 1 à 22. Baux et contrats : spécimens (classement chronologique).

1. Accord entre l'abbaye de Pontigny et l'abbaye de Rigny, au sujet de pâturages, 1209 (original parchemin).

2. Bail de trois arpents de terre sis en en la paroisse de Luzillé en Touraine, moyennant trois setiers de froment et un setier de noix, 1250 (original parchemin).

3. Bail d'un arpent de pré en la paroisse de Saint-Ours de Loches, pour 11 sous de rente, 1269.

4. Bail d'une maison avec un arpent de terre et un demi quartier de vigne, pour deux setiers de froment de redevance (en Touraine), 1295 (original parchemin).

5. Bail de la métairie de Tousche (en Touraine) passé par frère Pierre de Belle Arbre correcteur de la maison de Montacen, ordre de Grandmont, à Etienne Bourge et Péronelle sa femme, de la paroisse de «Sovigné» 1299 (original parchemin).

6. Bail d'«un évau» de la contenance de deux arpents, moyennant une redevance annuelle d'un setier de froment, d'une mine de seigle et deux chapons du prix de douze deniers chaque, en Touraine près d'Amboise, 1311 (original parchemin).

7. Quittance donnée par Jean Caufouriers, au receveur de Bapaume, pour la comtesse de Flandre, d'une somme de 40 s. pour avoir mesuré pendant un an les blés de la comtesse et d'une autre de 20 s. pour les avoir mesurés, 5 juillet 1377 (original parchemin).

8. Bail à emphytéose (*concedimus in emphiteosin*) d'habitations et de terres, passé par Hélie, abbé de Marmoutier, à Jean Le Camus, paroissien de Saint-Symphorien du Pont-de-Tours, 1400 (original parchemin).

9. Vente de terres faite par l'abbé de Siberzen, au diocèse de Cologne, 1400 (vidimus en allemand ;original parchemin).

10. Bail de plusieurs terres au terroir de Villers (Nord), 24 juillet 1423 (original parchemin).

11. Bail de deux moulins, l'un a blé, l'autre à tan, de prés et de vignes, passé par Pierre abbé de Villeboin (Indre et Loire) à André Lestain, de la paroisse de Chevillé (Sarthe), 12 juillet 1430 (original parchemin).

12. Acte du sénéchal de Carcassonne portant qu'un *conconsul* de Pradelles et un de Castaneys en Cabardès, ont été tenus quittes par le roi d'une somme de 40 l.t. tournois qu'ils lui devaient *pro montaneys et pascuys* de Nora et de Sarraharo, 7 juillet 1453 (original parchemin).

13. Bail à ferme de la métairie de la chapelle fait par Guillaume, abbé de Saint-Julien de Tours, à Jean Besnier paroissien de Saint-Venant de Maillé, 28 septembre 1451 (original parchemin).

14. Bail d'une mesure avec verger et un arpent de terre à Boutervilliers (Seine-et-Oise) pour le prix de 12 s. parisis, 31 juillet 1457 (original parchemin).

15. Bail à rente de plusieurs héritages passé par le chapitre de Saint-Martin de Tours, à divers particuliers, 14 décembre 1479 (original parchemin).

16. Bail d'une mynée de terre au village de Launay, passé à des paroissiens de Chabris (Indre) au prix de 4 s. tournois de rente, 2 février 1494 (original parchemin).
17. Bail à ferme du domaine de Santeny (Seine-et-Oise) d'une contenance de 110 arpents appartenant à l'hôpital du Saint-Esprit en Grève, pour le prix de 250 francs, 2 décembre 1652 (original parchemin).
18. Bail d'une ferme à Bautervilliers, de la contenance de 150 arpents, pour le prix de 675 livres, dix chapons et deux voitures à Orléans ou Paris, 19 décembre 1712.
19. Bail de 25 arpents de terre sis à Donnemarie-en-Montois (Seine-et-Marne) pour le prix de 30 s. par arpent et une paire de bons poulets, honnête et recevable le jour de Noël, 9 septembre 1719 (original parchemin).
20. Vente faite par Paul Savary, chevalier, seigneur de Boutervilliers, à un berger de ce lieu, d'une maison sise au dit Boutervilliers, pour une rente foncière de 25 et quatre poulets bons et convenables, 30 septembre 1738 (original parchemin).
- 21-22. Bail de la terre de la Grande Maison au bourg de Villeray (Seine-et-Oise), 9 février 1774 (original parchemin) ; autre du 19 novembre 1780.

23 à 55. Mémoires généraux sur l'agriculture.

23. «Cours complet d'économie rurale» (analyse d'un ouvrage anglais) (cahier de 20 f.).
24. Sur la nécessité des encouragements pour l'agriculture (3 f.).
25. Mémoire sur l'utilité des sociétés d'agriculture (cahier de 8 f.).
26. Projet pour l'établissement d'une société d'agriculture pratique (cahier de 8 f.).
27. De la composition d'un domaine ordinaire fromental et de la manière de le bien exploiter (cahier de 17 f.).
28. Mémoire sur la culture (cahier de 9 f.).
29. Extrait du mémoire sur les défrichements (2 f.).
- 30, 31 et 32. Lettre de Du Roulet sur son domaine de Montandre (défrichement et dessèchements), 1760.
33. Lettre écrite à l'auteur de *La France Agricole et Marchande*, 1762.
34. Mémoire sur une société d'agriculture, 1761.
35. Observations de la société royale d'agriculture d'Orléans, 1784 (cahier de 47 pages).
36. Lettre de l'intendant de la généralité de Soissons au contrôleur général, 26 décembre 1760.
37. Réponse aux quatorze questions proposées sur l'agriculture en Limousin (cahier de 10 f.).
38. Mémoire pour l'intelligence des systèmes généraux de la nouvelle culture applicable au sol de la généralité d'Auch (cahier de 7 f.).
- 39 et 39^{bis}. De la province d'Artois (en double).
40. Mémoire sur le projet d'un établissement de bureau ou société d'agriculture en Artois, 1762 (cahier de 4 f.).
41. *Déficit*.
42. Lettre sans signature sur un ouvrage imprimé.
- 43 et 44. Délibération de l'assemblée générale des communautés de Provence sur l'établissement à une société d'agriculture, 1762. Statuts de la société d'agriculture d'Aix, 1769. Travaux.
45. État de la Grande Culture : élection de Saint-Quentin, ferme de Lisoir.
46. Produit de l'arpent de vigne à Saint-Cloud.
47. État et nom des communautés de la Basse Alsace et du Brisgau, dont le sol est propre à la culture du chanvre blanc.

- 48. Proportions du modèle de Semoir.
- 49. Description du Semoir à froment, inventé par Claude Charles, bourgeois de la ville de Cluny.
- 50. Emploi de la charrue que M. Gay a montée dans sa ferme de La Barre près Chevreuse, 1766.
- 51. Bonne manière de dresser et monter une meule de paille à grains ou de pain.
- 52. Mémoire sur la manière de gouverner les mouches à miel (cahier de 7 f.).
- 53. Lettre à M. de La Place, auteur du *Mercure de France*, sur un moyen assuré de détruire les courtillères, 1767 (avec une planche ; imprimé).
- 54. Mémoire sur les moyens de perfectionner les remises propres à la conservation du gibier, par M. Le Breton, inspecteur général des remises des capitaineries royales, 1785 (lu à la Société royale d'agriculture).
- 55. Mémoire sur la destruction des lapins et sur le dégât que le gibier cause à l'agriculture.

56 à 63. Santé animale.

- 56. Mémoire sur les écoles vétérinaires de Paris et de Lyon (cahier de 6 f.).
- 57. Arrêt du parlement de Toulouse du 12 décembre 1774 concernant la maladie épidémique des bestiaux, 1774 (imprimé).
- 58. Lettre de l'Archevêque de Toulouse, aux curés de son diocèse, concernant la maladie épidémique des bestiaux, 25 décembre 1774 (imprimé).
- 59. Arrêt du Conseil du 8 janvier 1775 qui accorde des gratifications pour chaque mulet ou cheval propre à la charrue, qui sera vendu dans les marchés y désignés, 1775 (imprimé).
- 60. Instruction sur la manière de désinfecter une paroisse, par Vicq d'Azyr, 1774 (imprimé).
- 61 et 62. Mémoire instructif sur l'exécution du plan adopté par le Roi, pour parvenir à détruire entièrement la maladie qui s'est répandue sur les bestiaux en Guyenne et dans les provinces circonvoisines, 1774 (imprimé) ; second mémoire, 1775.
- 63. Mémoire pour servir de réponse aux questions du comte de Sergizewilsech sur les maladies des bestiaux (3 f.).

64 à 67. Haras.

- 64. Aperçu général des dépenses du haras de Chambord (cahier de 11 f.).
- 65^{1 à 7}. Tableaux justificatifs du tableau général des dépenses des Haras.
- 66. Mémoire sur les causes du dépérissement des Haras, et le régime le plus convenable pour les rétablir (cahier de 6 f.).
- 67. Mémoire sur le projet de réunir les étalons de chaque généralité dans un ou plusieurs établissements.

68 à 69. Agriculture anglaise.

- 68. Objet des prix annuels distribués par la société de Dublin pour l'encouragement du commerce, des manufactures et de l'agriculture.
- 69. Modèle d'un bail dans la province d'York.

COMMERCE

K 907.

1 à 17. Commerce extérieur.

1. Lettres de Charles V qui permettent aux marchands de Castille, de trafiquer au port d'Harfleur, Vincennes, 10 mars 1371 (vidimus du Châtelet de juillet 1372).

2. Ordonnance de Louis XIII portant défenses de trafiquer avec les Flamands et les Hollandais. Au camp devant la Rochelle, 20 octobre 1627 (original parchemin).

3. Procès verbal de l'établissement de la compagnie des Indes à Lorient, 1666 (cahier de 11 f.).

4-5. Information et confrontation de témoins à Cherbourg, au sujet du pillage des marchandises à bord de vaisseaux anglais, échoués sur les côtes de Cherbourg en septembre 1706. 1710 (cahier de 96 f.). Autre, 1711 (4 f.).

6. Mémoire sur l'étendue et les bornes des lois prohibitives du commerce étranger dans nos colonies (cahier de 11 f.).

7 à 9. Requête du sieur de Chamousset au Roi, pour obtenir la création de dix mille actions de 100 livres pour l'indemniser des frais de sa confection des sirops et pâtes d'orge et de bière à l'usage des malades dans les hôpitaux, et pour en assurer le débit dans les colonies et à l'étranger ; réponse du duc d'Aiguillon, 1772.

10. Arrêt du Conseil du 31 décembre 1787, pour la liberté du commerce avec les États-Unis (parchemin).

11. Note sur le Canada au sujet de la prise de Louisbourg.

11^{bis}. Mémoires, notes et renseignements sur le commerce entre la France et l'Espagne (notamment démêlé des négociants français de Séville avec le consul de Cadix, et réclamation de ces négociants pour avoir un consul), 1729-1733.

12. Précis historique des traités de commerce jusqu'au pacte de famille et la convention du 2 janvier 1768 (cahier de 16 f.).

13. Conséquence pour la France et son commerce de la conduite de l'Espagne (cahier de 12 f.).

14. Mémoire sur les moyens d'augmenter la navigation et le commerce, les revenus du Roi, et les droits de l'amirauté (cahier de 12 f.).

15. Mémoire sur les moyens de naviguer en sûreté sur la Mer noire, et les avantages qui en résulteraient pour le commerce de la France, 1782 (cahier de 11 f.).

16. Avis de M. Arquier, doyen des anciens capitouls, bourgeois de Toulouse, sur le dessein du canal royal pour la communication des deux mers, Océane et Méditerranée, en la province de Languedoc. Seconde édition, 1668 (imprimé de 34 pages).

17. Mémoires sur le projet du canal de navigation de La Vere et du Tarn (six pièces et une carte gravée) 1752.

18 à 35. Commerce intérieur (pièces intéressant des provinces ou des villes particulières).

18. Acte de société entre frère Bernardin Pons, Carme de la place Maubert, et J.-B. Rainteau, bourgeois de Paris, pour l'enlèvement des sable des rivières. Paris, janvier 1742 (cahier de 13 pages).

19. Création de privilèges de marchand de bois à brûler et à ouvrir, de charbon de bois et de terre et de cendres, dans la ville, faubourg et banlieue de Paris (2 f.).

20. Mémoire pour les marchands de Paris, Rouen, Saint-Malo, Nantes, Morlaiz, le Havre et Dieppe, trafiquants en mer, contre les pirateries des Anglais, XVII^e siècle (cahier de 5 f.).

- 21 et 22. Mémoires relatifs au commerce de la province de Bretagne et sa situation à l'époque où le duc de Fitz-James en a été confirmé gouverneur, vers 1775 (deux pièces).
23. Poids et mesures de la Bourgogne.
24. Note statistique sur la généralité de Limoges, 1715.
25. Mémoire sur le commerce de la généralité de Limoges, 1715 (cahier de 4 f.).
26. Mémoire sur le commerce de l'élection d'Angoulême, 1730.
27. Mémoire sur l'état présent de l'élection d'Angoulême, 1730 (cahier de 10 f.).
28. Notes sur l'élection de Brives.
29. Idée de la ville de Rouen et de son commerce (3 f.).
30. De la ville de Saint-Quentin.
31. De la ville de Saint-Malo.
- 32 à 34. Mémoire de la chambre de commerce de Marseille, remis à M. de Vergennes en novembre 1783, sur le commerce et la navigation des Français au Levant et en Barbarie, avec la lettre d'adresse de la chambre (cahier de 21 f.).
35. Idée du commerce, de la navigation et des fabriques de Marseille (cahier de 10 pages).

36 à 42. Commerce avec l'Afrique et les Indes.

36. Observations sur le royaume de Maroc, relativement au commerce, 1766 (cahier de 6 f.).
37. Mémoire sur la situation où se trouvaient le 31 janvier 1766 les deux pirates Cher Salman Kiab et Mir Mana de Bandariq, 1766 (cahier de 10 f.).
- 38 et 38^{bis}. Mémoire sur les côtes d'Afrique, au point de vue du commerce français, avec une carte manuscrite (cahier de 20 f.).
39. Mémoire sur le commerce du Sénégal vers 1783 (cahier de 6 f.).
40. Réflexions sur nos établissements au-delà du cap de Bonne Espérance et sur les vues ambitieuses de l'Angleterre (cahier de 6 f.).
41. Mémoire sur le commerce d'Espagne aux Indes Occidentales (cahier de 11 f.).
42. Note sur le commerce de Bassora, et les avantages d'y établir une Compagnie (2 f.).

K 908.

1 à 66. Commerce des grains.

1. Lettres de Charles VIII, qui, vu la rareté des blés, en défend l'exportation. Compiègne, 25 septembre 1486 (dans un mandement du Bailli de Caen au Vicomte de Bayeux du 14 octobre 1486).
- 2 à 18. Appréciation des grains, blés, chapons etc. dus au Roi en Normandie de 1435 à 1518 (liasse de 17 pièces).
- 19 et 20. Prix des grains dans la généralité de Metz, pendant la première quinzaine d'octobre 1719.
21. Taxe du pain pour la ville et juridiction de Traignac (Intendance de Limoges), 1767 (imprimé).
22. Minute d'une lettre (de Turgot ?) adressée au chancelier sur l'arrêt du Parlement de Bordeaux relatif au paiement des rentes en grains pour l'année 1770.
23. Minute d'un compte rendu au contrôleur général des Finances, des opérations faites pour l'approvisionnement du Limousin et le soulagement des pauvres, Limoges, 15 novembre 1771 (cahier de 22 f.).

24. Mémoire dans lequel on propose, vu le renchérissement du froment, de réduire dans les Trois-Évêchés la rétribution pour la mouture, 1771.
25. Minute d'une lettre de Turgot au maire de Rochefort, sur sa demande d'obtenir la liberté du commerce aux colonies ; autre au Contrôleur général à l'occasion d'un mémoire des consuls d'Angoulême sur le même sujet, 1772.
- 26 et 27. Mémoire sur l'appréciation des récoltes. Lettre circulaire du Contrôleur général aux intendants pour la formation de nouveaux états du produit des récoltes, 1773.
28. Copie de la lettre circulaire écrite par Terray, contrôleur général, aux intendants relativement aux causes du renchérissement des grains et aux moyens d'y remédier, 1773.
29. Deux mémoires relatifs à l'établissement de la Compagnie des blés et à ses opérations. Informations par manière de questions à faire contre les agents de cette compagnie, proposées à M. de Maurepas, août 1773 (liasse de 3 pièces).
- 30 et 31. Tarif du pain, publié à Angoulême (imprimé) ; observations relatives, 1773.
32. Mémoire en faveur de l'exportation des grains en vertu de permissions particulière, vers 1773.
- 33 à 42. Affaire des sieurs Sarin et Daumerg, commissionnaires en grains pour le compte du Roi en Provence, 1773-1775 (dix pièces)⁵⁰.
43. Mémoire sur l'administration des grains, vers 1774 (4 f.).
44. Mémoire tendant à détruire les soupçons de spéculation odieuse sur les subsistances attribuée au gouvernement, vers 1774 (cahier de 7 f.).
45. Aperçu des opérations relatives au commerce des grains, depuis 1763 jusqu'au commencement du règne de Louis XVI., vers 1775 (cahier de 7 f.).
46. Taxe du pain dans la ville de La Rochefoucault (Intendance de Limoges), 1775.
- 47 à 49. Copies de lettres du Roi à Turgot, contrôleur général des finances, et récit de ce qui s'est passé à Versailles lors de la révolte pour le pain, du 2 au 11 mai 1775.
50. Mémoire sur les causes du renchérissement des grains et de la diminution des bestiaux, vers 1775 (cahier de 6 f.).
51. Arrêt du Conseil établissant sur le rapport de Turgot, contrôleur général, la liberté du commerce des grains dans l'intérieur du royaume; avec une circulaire aux intendants, 25 mai 1763.
52. Lettre de M. de Clugni, contrôleur général, à l'intendant de Limoges, sur l'envoi d'un procès-verbal sur des essais faits pour connaître la proportion entre le prix du pain et celui du blé, Paris, 4 juin 1776 (cahier de 7 f.).
53. Mémoire sur l'approvisionnement de blé de la ville de Paris, vers 1771.
54. Ordonnance du lieutenant général de police de Limoges, rendant les boulangers de cette ville responsables de son approvisionnement, 5 août 1778 (imprimé).
- 55 à 66. Lettres et mémoires sur la liberté du commerce des grains (liasse de 12 pièces)⁵¹.

67 à 74. Commerce des bestiaux.

- 67 à 69. Lettre du lieutenant de police, de Sartine, à Turgot, intendant de Limoges, pour lui demander des informations sur les causes de l'augmentation du prix des bestiaux destinés à l'approvisionnement de Paris ; minute de la réponse, 27 janvier 1767 ; autre, 5 septembre 1767.

⁵⁰ 33 à 42 dont le n° 33^{bis}.

⁵¹ 55 à 66 dont le n° 62^{bis}.

70 à 72. Lettres sur les difficultés qu'éprouve la vente des bestiaux dans le Limousin, 1780.

73. Mémoire sur le nouveau projet de transporter les tueries hors de la ville de Paris (cahier de 12 f.).

74. Mémoire de Vicq d'Azyr sur la nécessité de transporter hors de Paris les tueries des bouchers et les fonderies de suif, 1783 (cahier de 17 pages).

MANUFACTURES

K 909. 1 à 27. Draperie, tapisserie, chapellerie.

1. Lettres de Philippe le Hardi, duc de Bourgogne, qui confirment les privilèges des drapiers de la ville de Hallewin, châtellenie de Lille, Arras, mai 1397 (original parchemin).

2 à 12. Mémoires sur la manufacture royale de draps de Sedan et projet de règlement, 1781⁵².

13 et 14. Lettre et note sur la draperie et la bonneterie de Bourges, 1786.

15 à 20. Mémoires et correspondance sur la Manufacture de serges établie à Seignelay (Yonne) par le Sieur Trocquet, 1772⁵³.

21. Notes et correspondance sur les privilèges demandés par les frères La Forest, fabricants d'étoffes à Limoges, 1766.

22 et 23. Marques de plomb des toiles fabriquées à Saint-Denis, 1786.

24. Arrêt du Conseil du 13 novembre 1785, qui permet aux étrangers d'établir en France toutes espèces de fabriques de mousselines, toiles peintes, tanneries et quincailleries, 1785 (original parchemin).

25. Mémoire sur la filature du chanvre à Paray-le-Monial, 1775.

26. Information d'un commissaire au Châtelet, contre les jurés de la communauté des chapeliers de Paris, accusés d'exactions envers les aspirants à la jurande, 1665.

27. Établissement à Paris d'une manufacture de tapisserie façon de Flandre, 1607-1630.

28 à 34. Porcelainerie, verrerie.

28 et 29. Observations sur les demandes des manufactures de porcelaine contre la manufacture royale (cahier de 8 f.) ; lettre de M. Darcet, auteur de ces observations à M. d'Angivilliers, 1786.

30, 30^{bis} et 31. Lettres patentes de Louis XIV qui permettent à Peregrin Benjamin, marchand de Rouen, d'établir une verrerie dans la forêt de Brotonne ; au camp devant Namur, juin 1692. Arrêt du Conseil du 23 février (originaux parchemin).

32, 32^{bis} et 33. Translation de cette verrerie (n° 30 et 31) pour cause d'insalubrité, Versailles, août 1693. Arrêt du Conseil, 4 août 1693 (originaux parchemin).

34. Lettres du grand maître des eaux et forêts de Normandie, 24 juillet 1693.

35 à 64. Métallurgie. Mines.

35 à 41. Demande du comte de Beust, de prendre dans la forêt de Bagnères-de-Luchon, le bois nécessaire à ses fabriques de potasse et de cobalt, 1785.

⁵² 2 à 12 dont les n°s 11^{bis} et 11^{ter}, manque le n° 9.

⁵³ 15 à 20 dont le n° 18^{bis}.

- 42 et 43. Mémoire sur la fabrication de la poudre. Tableau de son épreuve, 1781.
- 44 et 45. Notice sur la manufacture d'armes établie à Tulle, 1729.
46. Arrêt du Conseil du 7 avril qui ordonne que les extracteurs de mines de fer payeront à l'avenir aux propriétaires de fonds 2 sous 6 deniers pour chacun tonneau de mine de 500 pesant, 1786 (imprimé).
47. Catalogue de plusieurs minières de France.
48. Extrait de divers mémoires imprimés sur les nouvelles forges établies en Angoumois par le marquis de Montalembert, et sur les fabrications d'artillerie qu'il y a fait exécuter pour la Marine depuis l'année 1750. Paris, 1768 (in-4° de 36 pages avec carte).
- 49 à 62. Ordre du duc de Choiseul en 1764, pour empêcher l'émigration des ouvriers du pays de Foix employés aux usines de fer, attirés par les offres de l'évêque d'Urgel et passant en très grand nombre en Espagne au grand détriment de nos forges de France, 1764 (à noter : 62. Confirmation par Louis XIV des privilèges de la vallée d'Andorre, 1655).
63. Une facture de la Manufacture de plomb laminé, 1747.
64. Pompes-anti-méphitiques : une facture, 1717.

MÉLANGES

K 910.

1 à 5. Finances.

1. Remboursement fait par Henri II à des marchands allemands, Montpellier, 22 juin 1558 (original parchemin).
2. Édit portant que les receveurs généraux jouiront de leurs gages sans retranchement, Paris, avril 1659 (original parchemin).
3. Édit de création de contrôleurs des droits des greffes de contrôleurs des deniers d'octroi et subventions, et de contrôleurs des péages dépendants des Domaines, Versailles, janvier 1707 (original parchemin scellé de cire verte).
- 4 et 5. Édit portant suppression du dixième, Paris, août 1717 (original parchemin scellé de cire verte) ; déclaration en interprétation, 9 septembre 1717.

6 à 9. Voirie.

6. Création de la charge de grand voyer, par Henri IV, Fontainebleau, mai 1599 (copie papier).
7. "R*** à la voyerie" (mémoire du marquis de Mirabeau, en particulier sur les corvées ; cahier de 77 pages).
8. Mémoire sur l'administration des chemins dans la Guyenne, 1777-1784 (cahier de 60 pages, et autre de pièces à l'appui).
9. Relevé des adjudications faites en 1781, 1782 et 1783 sur les différentes routes de la généralité de Bourges, 1781.

10 à 24. Finances.

10. Mémoires sur les trésoriers de l'Épargne, 1663 (imprimé in fol. de 26 pages).
11. Mémoire concernant les trésoriers de France sous Louis XIV.
12. Compagnie des marchands fréquentant la rivière de Loire, 1705.
13. Lettres patentes contenant règlement pour la banque générale accordée au Sieur Law, Paris, 20 mai 1716 (imprimé).

14 et 14^{bis}. Déclaration du Roi sur les endossements des billets de la banque générale, Paris, 25 juillet 1716 (imprimé, 2 exemplaires).

15. Lettres patentes en forme d'édit portant établissement d'une compagnie de commerce sous le nom de compagnie d'Occident, Paris, août 1717 (imprimé).

16. Édit du Roi, qui fixe à cent millions le fonds de la compagnie d'Occident, Paris, décembre 1717 (imprimé).

17. Requête de la compagnie des Indes au Roi, 3 avril 1721 (imprimé).

18. Examen des banques publiques qui ont existé en France, et projet d'une banque nationale en France (cahier de 41 f.).

19. Réponse aux difficultés sur les billets de banque (cahier de 8 f.).

20, 21 et 21^{bis}. Trois pièces sur les billets de banque.

22 à 24. Analyse d'un mémoire de M. Turgot, sur les dénonciations faites au sénéchal d'Angoulême contre quelques capitalistes en matière d'usure, 27 janvier 1770. Avis donné au conseil par Turgot. Mémoire au parlement, 1776.

25 à 35. Finances et loterie : pièces diverses, v. 1780⁵⁴.

En particulier : arrêt du Conseil relatif aux impôts sur les chevaux et domestiques, boutiques et enseignes. — Observation sur la théorie de l'impôt, le tableau économique, etc. — Rentes sur la condition financière des employés des fermes et gabelles. — Vingtièmes, offices, amortissement, domaines etc.

K911.

1 à 5. Marine.

Lettre, rapport et mémoires sur une affaire relative à l'inscription maritime, aux douanes maritimes et aux fermes générales dans le ressort de Caen, 1773.

6 à 8. Mendicité.

6. Mémoires sur les mendiants et les vagabonds, Soissons, 1764 (imprimé de 76 pages).

7. Instruction sur l'administration intérieure des dépôts de mendicité (cahier de 9 f.).

8. Mémoire sur les écoles royales d'agriculture et d'industrie pour les mendiants et vagabonds (cahier de 8 f.).

9. Finances, commerce, etc. Pièces diverses non classées dans les dossiers précédents.

Actes royaux, arrêts du Conseil, mémoires, notes, lettres etc. relatifs aux matières suivantes.

Finances et impôts divers : tailles, vingtièmes, capitation (demandes en décharge et réduction ; capitation de la Cour, des maisons royales, du Conseil, de la Grande Chancellerie, des Parlements et en particulier du parlement de Toulouse. « Enregistrement des arts et métiers » ; offices de maires et assesseurs aux hôtels de ville ; autres offices vénaux ; consignations ; rentes du Grand Conseil ; arrière-ban ; décimes et autres impositions du clergé ; octrois ; droit de subvention sur la vente des boissons ; taxes sur les chevaux et les domestiques, sur les boutiques et les enseignes ; taxe pour la subsistance des pauvres, et condition financière des employés des fermes à ce sujet. Impôts dans la généralité de Moulins : rôles de paroisse pour la taille et la capitation. Logement des gens de guerre. Amortissements et nouveaux acquêts de la Chartreuse d'Apponay, sauf-conduit (imprimé) exemptant de tous droits les Chartreux qui se rendent au chapitre général.

Différend entre la Cour des Aides et le Bureau des finances de Clermont : remontrances, etc.

⁵⁴ 25 à 35 dont le n° 27^{bis}.

Contentieux : procès entre les héritiers Legendre et les héritiers Geoffroy au sujet des affaires de la Caisse des emprunts ; entre la succession Delosme et les héritiers Barrême au sujet de la Caisse du visa (établie pour la liquidation du système Law) ; dettes du baron de Hogguer, signataire de divers marchés pour la fabrication des monnaies, le paiement des troupes, les fournitures de la Marine, etc.

Monnaies et vaisselle d'argent : pièces originales relatives notamment à la valeur du marc d'argent, 1437 et 1554.

Commerce : commerce extérieur, commerce des grains, Compagnie de commerce en Lorraine, 1738.

Domaines : droits domaniaux et féodaux du Roi ; écriture et registre des domaines. Pièce relative à l'administration et aux archives du dauphiné d'Auvergne (pour la terre d'Ardes), 1504. Procès entre le seigneur de Grézel et le duc d'Ayen au sujet de la nobilité de certaines terres, 1760.

Dettes du maquis de Chantenier, 1650 ; dettes du comte de Lameth, 1710.

Lettres de voiture pour marchandises expédiées de Toulon à M. de Boulogne, maître des requêtes, à Paris.

Fragment d'inventaire des titres de la généralité de Montpellier (titres de 1303 à 1542).

Analyses de pièces relatives aux finances, domaines, affaires ecclésiastiques, etc.

Notes historiques : sur des négociations avec l'Empereur en 1525, sur la maison d'Harcourt, etc.

K 912 à 929. *Cotes vacantes.*

ARCHIVES DE SAINT-DENIS

Métiers de Saint-Denis : teinturiers, poissonniers. Droit de forage.

- K 930.
1. Pierre, abbé de Saint Denis, et Mathieu, sire de Montmorency, confirment aux bourgeois de Saint-Denis, de la terre de saint-Denis et de Saint Marcel, contre les tisserands du même lieu, le droit d'avoir des métiers à tisser dans leurs maisons, juin 1224 (vidimus de juillet 1285 ; rouleau de parchemin).
 2. Guillaume, abbé de Saint-Denis, et Mathieu, seigneur de Montmorency, maintiennent les bourgeois de Saint-Denis dans le droit d'avoir des métiers à tisser dans leurs maisons, août 1251 (vidimus de 1277).
 3. Accord entre les tisserands et les teinturiers de la ville de Saint-Denis. Du samedi avant la Madeleine, 1296 (original parchemin).
 - 4 et 4^{bis}. Ordonnance et règlement faits par Renaud, abbé de Saint-Denis, entre les foulons et les teinturiers de la ville de Saint-Denis. Du lundi avant la dédicace de l'église de Saint-Denis, 1301 (original parchemin ; vidimus de 1408).

5 et 5^{bis}. Accord passé en Châtelet entre les maîtres foulons et les maîtres teinturiers de la ville de Saint-Denis. Le dimanche après la Saint-Nicolas d'Hiver 1301 (original parchemin ; vidimus du commandeur de l'abbaye, 1408).

6. Sentence arbitrale rendue par Gilles, abbé de Saint-Denis, entre les tisserands et les teinturiers de cette ville. Du jeudi après la Chandeleur, 1315 (vidimus du Châtelet, mai 1340).

7 et 7^{bis}. Acte passé en Châtelet par lequel les maîtres et les valets foulons de la ville de Saint-Denis, reconnaissent qu'à l'abbé seul appartient le droit de faire des ordonnances sur leur métier, mai 1321 (original parchemin ; vidimus du commandeur de l'abbaye, 1408).

8. Règlement de Gilles, abbé de Saint-Denis, entre les maîtres foulons et les valets foulons de Saint-Denis. Le dimanche après la Saint-Denis, 1321 (original parchemin).

9. Règlement de Gilles, abbé de Saint-Denis, entre les maîtres et valets du métier large de Saint-Denis, et ceux du métier étroit. Le lendemain de la Pentecôte, 1324 (original parchemin).

10. Guy, abbé de Saint-Denis, autorise Pierre Taillefer, bourgeois et teoiturier de Saint-Denis, à continuer à exercer en observant les ordonnances, 16 octobre 1383 (vidimus de la prévôté de Paris, 17 décembre 1383).

11. Enquête sur les teintures employées par les teinturiers de la ville de Saint-Denis, 1383 (gros rouleau).

12. Enquête sur le métier de teinturier dans la ville de Saint-Denis, vers 1383 (original parchemin).

13. Statuts des teinturiers de la ville de Saint-Denis, vers 1383 (original parchemin).

13^{bis}. Ordonnance des métiers de Saint-Denis (gros rouleau de parchemin, première moitié du XIV^e siècle).

14. Procès entre des particuliers et l'abbé de Saint-Denis touchant la vente du poisson à la halle de Saint-Denis, vers 1400 (gros rouleau).

15. Inventaire de pièces concernant le métier des drapiers foulons et teinturiers de la ville de Saint-Denis, de 1292 à 1439 (cahier de papier de 11 f.).

16. Tonlieu des marchandises vendues au marché de Saint-Denis, le mercredi de chaque semaine, dû à l'abbé de Saint-Denis, vers 1320 (rouleau).

17. Réponses des religieux de Saint-Denis aux plaintes des habitants de cette ville, touchant le forage et autres droits, vers 1350 (gros rouleau).

18. Copies collationnées de sentences et arrêts en faveur de l'abbaye de Saint-Denis, contre les habitants de cette ville, touchant le droit de forage, 1414-1452 (cahier de papier de 56 f. relié en basane verte).

19. Enquête pour Guillaume Auvert et Jehan Caudebec, fermiers du forage des religieux de Saint-Denis, à l'encontre de Robin de Nevers et Estienne Grippon, taverniers de Saint-Denis, 1445 (gros rouleau).

Foire du Lendit, puis de Saint-Denis (classement chronologique).

- K 931 ^A.
1. Extrait du diplôme de Louis VI sur le Lendit, 1124 (copie moderne).
 2. Pierre, évêque de Paris, renonce à la prétention qu'il faisait valoir contre l'abbaye de Saint-Denis de limiter la durée de la foire du Lendit *Nundine Indicti* à trois jours, août 1213 (original parchemin scellé).
 3. Le même reconnaît que pour cet accord, négocié par le Roi, il a reçu de l'abbaye la somme de 400 livres parisis, octobre 1213.
 4. Accord entre Etienne, évêque de Paris, et Mathieu abbé de Saint-Denis, touchant la durée du Lendit (*super duracione Nundinarum indicti seu Lendicti*) Paris, le lundi après la Saint-Pierre, 1273 (original parchemin).
 - 4^{bis}. Ajournement donné par les commissaires nommés pour cet accord. Paris, le vendredi après la Saint-Pierre, 1273.
 - 4^{ter}. Procuracion de l'évêque de Paris pour cet accord, 1273.
 5. Déposition de témoins dans le contentieux entre l'évêque de Paris et l'abbaye de Saint-Denis sur la durée du Lendit, 1273 (Rouleau).
 6. Étienne évêque de Paris, et Mathieu abbé de Saint Denis, relèvent les excommunications prononcées par leurs officiaux dans l'affaire de la durée du Lendit. Le jeudi jour de l'invention de Saint-Etienne, 1273 (original parchemin).
 7. Accord entre Etienne, évêque de Paris, et Mathieu abbé de Saint-Denis, touchant la durée du Lendit. Le lundi avant la Saint-Jean Baptiste, 1279 (original parchemin scellé).
 - 7^{bis}. Fragment d'enquête sur la justice du Lendit (XIII^e siècle).
 8. Accord prononcé par le trésorier de l'abbaye de Saint-Denis entre le prévôt de la ville de Saint-Denis et les marchands de laine vendant au Lendit. Le jour de la Mi-Carême, 1293 (vidimus de la prévôté de Paris, 1298).
 9. Ordonnance du Châtelet qui maintient l'abbaye de Saint-Denis dans son droit de justice sur la foire du Lendit, dans la ville de La Chapelle et de cette ville au champ du Lendit. Paris, veille de la Trinité, 1327 (original parchemin).
 10. Arrêt portant que le différends mus entre l'abbé de Saint-Denis et les drapiers de Paris fréquentant le Lendit, seront jugés par des arbitres des deux parties, 21 mai 1332 (original parchemin).
 11. Arrêt qui rend à l'abbé de Saint-Denis plusieurs de ses sergents qui avaient été arrêtés par le prévôt de Paris au Lendit et mis prisonniers au Châtelet, 31 juillet 1339 (original parchemin).

12. Arrêt en faveur de l'abbaye de Saint-Denis, pour la justice de la ville de Saint-Denis, du Lendit et de La Chapelle, 21 août 1353 (original parchemin).
13. Mandement de Jean Le Bon au Prévôt de Paris, pour ne pas troubler les officiers de l'abbé de Saint Denis dans la garde du Lendit. A la noble maison (Saint-Ouen), 6 juin 1354 (original parchemin).
14. Jean Le Bon défend au prévôt de Paris de faire le guet en temps du Lendit, sauf sur le chemin du Roi entre Paris et le Lendit, Paris, 10 juin 1354 (original parchemin).
15. Arrêt qui commet le bailli de Saint-Denis pour faire le procès à deux marchands arrêtés à la foire du Lendit, 22 juin 1356 (original parchemin).
16. Jean Le Bon défend au prévôt de Paris d'empêcher l'abbé de Saint-Denis dans sa justice pendant la durée du Lendit. Royal lieu, 15 juin 1362 (vidimus du 17 juin 1362).
17. Lettres des échevins de la ville de Douai, sur un accord entre les drapiers de Douai, fréquentant la foire du Lendit, et l'abbé de Saint-Denis touchant leurs loges à cette foire, Douai, 13 juin 1371.
18. Charles V défend au prévôt de Paris de faire le guet et la garde à la foire du Lendit, Paris, 7 juin 1374 (vidimus du 13 juin 1374).
19. Requête de l'abbé de Saint-Denis au Parlement, touchant la justice du Lendit, 15 juin 1383 (original parchemin).
20. Commission d'Arnaud de Corbie, premier président, pour informer des droits et privilèges de l'abbé de Saint-Denis dans la ville et banlieue de Saint-Denis, contre les prétentions du prévôt de Paris, 16 septembre 1383 (original parchemin).
21. Lettres des échevins et consuls de Bruxelles, touchant une redevance de deux florins d'or due par chaque loge occupée au Lendit par les cordonniers de Bruxelles pour y vendre leurs souliers. Bruxelles, 24 mai 1384 (original parchemin).
22. Arrêt de renvoi d'un prisonnier devant la cour des officiers de l'abbaye de Saint-Denis, 21 juin 1406 (original parchemin).
23. Mémoire pour le bailli de Saint-Denis, contre le duc de Bourbon, en qualité de grand chambrier de France, pour des pelletiers saisis au Lendit, 21 juin 1407 (original papier).
24. Commission obtenue par l'abbé de Saint-Denis à l'encontre du grand chambrier, pour les droits de visite et police sur les métiers et marchandises de la ville de Saint-Denis et du Lendit, 30 juin 1407 (original parchemin).
- 25 à 25^{ter}. Lettres de Charles VII, qui transfèrent la foire du Lendit dans l'intérieur de la ville de Saint-Denis, Montils-les-Tours, 15 avril 1444, après Pâques (vidimus du 4 mai suivant).
26. Certificat de plusieurs pièces de vin achetées à la foire de Lendit, 7 juillet 1446 (original parchemin).

27¹ à 27⁴. Commissions et assignations à la requête des religieux de Saint-Denis, aux receveurs des bureaux de Gien et Compiègne pour la restitution des droits qu'ils avaient exigés des marchands fréquentant la foire du Lendit, 12 juillet, 15 et 27 août 1446 (4 pièces originales).

28. Distribution de vin et d'avoine à la foire du Lendit, 1447 (cahier de papier de 22 f.).

29¹ à 29⁵. Procédures pour les religieux de Saint-Denis contre l'évêque et le chapitre de Paris, pour la bénédiction du Lendit, 1444, 1445, 1446 et 1448 (5 pièces).

30. Commission et assignation à la requête des religieux de Saint-Denis, contre les élus de Paris, pour annuler l'emprisonnement fait par eux de la personne du tabellion de la juridiction du Lendit, 19 et 20 septembre 1447 (original parchemin).

31 et 31^{bis}. Arrêt de renvoi d'un criminel arrêté au Lendit, conduit au Châtelet et ramené de là aux officiers de l'abbaye de Saint-Denis, 18 juin 1459 (2 pièces originales).

32. Louis VI donne à l'abbaye de Saint-Denis le Champ du Lendit, Paris, 1124 (vidimus de 1461).

33 à 33^{ter}. Sentences de confiscations de plusieurs bottes de parchemin saisies au Lendit, 13 juin 1460 et 10 juin 1462 (3 pièces ; original parchemin).

34 et 34^{bis}. Lettres de Louis XI pour la franchise de la foire du Lendit, Bayonne, 9 mai 1462 (vidimus du 22 janvier 1463).

K 931^B

35 à 35⁴. Louis XI exempte d'impôts les chevaux amenés et vendus au Lendit. Montils-les-Tours, 18 janvier 1469, avec lettre d'attache (4 pièces originales).

36. Lettres de Louis XI, qui rouvrent la foire du Lendit fermée par les guerres. Notre-Dame de Celles, juin 1472 ; avec lettres d'attache et trois vidimus (6 pièces originales numérotées 36, 36^{bis}, 36^{ter}, 36A, 36B et 36C).

37. Révocation du bailli de Saint-Denis et du prévôt de la foire du Lendit, faite par le grand prieur de l'abbaye de Saint-Denis, 20 juin 1474 (original parchemin).

38. Arrêt du 4 février 1475 qui renvoie aux officiers de l'abbaye de Saint-Denis, un appel du prévôt des foires du Lendit (original parchemin).

39. Réclamation par l'abbaye de Saint-Denis d'un bateau venant de Rouen et transportant des draps, saisi par un sergent de l'Hôtel de ville, et que l'abbaye considère avoir été pris dans sa juridiction, 13 juillet 1477 (original parchemin).

40. Lettres patentes, arrêts et commissions pour les franchises de la foire du Lendit. 24 juin, 31 janvier et 12 mars 1477. 20 avril, 12 et 18 juin 1478 (8 pièces originales, cotées 40¹ à 40⁶, 40 A et 40 B).

41 et 42. Lettres de Louis XI pour les franchises de la foire du Lendit. La Mothe des Goys en Gâtinais, 19 août 1480 (copie de papier) ; lettres d'attache de la chambre des comptes (parchemin).

43. Procédures pour le prévôt des marchands contre le prévôt du Lendit au sujet de l'étalonnage, 1482 (cahier de papier de 13 f.).

44 et 44^{bis}. Procédures entre l'abbaye de Saint-Denis et le prévôt des marchands pour des marchandises venues de Normandie, 1483 (2 pièces originales).

45 à 45^{ter}. Procédures entre l'abbaye de Saint-Denis, et le prévôt de Paris, au sujet de la tenue de la foire Saint-Germain, 1483 et 1484 (3 pièces originales).

46. Défense du Parlement à tous fermiers et autres d'exiger aucune somme de deniers pour raison des marchandises achetées et vendues à la foire du Lendit, 21 juin 1487 (original parchemin).

47, 47^{bis} et 47^{ter}. Arrêts interlocutoires pour les religieux de Saint-Denis, contre les officiers du Châtelet touchant le Lendit, 1^{er}, 22, et 26 juin 1487 (originaux parchemin ; 3 pièces).

48. Place des drapiers de Paris à la foire du Lendit, 1489.

K 932.

1. Procédures pour l'abbaye de Saint-Denis, contre le prévôt de marchands, au sujet du droit d'étalonnage à la foire du Lendit, vers 1500 (original parchemin).

2. Écrou dans les prisons de Saint-Denis, de particuliers arrêtés à la foire du Lendit, 13 juin 1502.

3. Indemnité promise aux religieux de Saint-Denis par les habitants de Pantin, au sujet de droit sur le vin, 22 février 1503 (original parchemin).

4. Salvacions pour les religieux de Saint-Denis contre l'Université au sujet du parchemin que celle-ci prétendait prendre au Lendit, XVI^e siècle (original parchemin).

5. Dépense de bouche faite au Lendit, 1516 (cahier de 9 f.).

6. Arrêt du 12 octobre 1518 qui défend à quelques particuliers de Saint-Denis d'ouvrir leurs boutiques pendant la foire du Lendit, et de loger et donner à manger aux marchands de la foire, attendu qu'ils ont été atteints de la maladie contagieuse, 1518 (original parchemin).

7. Acte d'opposition de l'abbé de Saint-Denis au bail de l'impôt sur le bétail au pied fourché que voulait porter le prévôt des marchands, bail dans lequel le bétail qui est vendu à la foire du Lendit ne doit pas être compris, 8 mai 1525 (original parchemin).

8. Quittance du prévôt du Lendit pour une année de ses gages, 30 novembre 1536 (original parchemin).

9. Arrêt du 22 septembre 1537, qui maintient l'abbaye de Saint-Denis dans l'exemption de droits sur le vin vendu en gros et en détail à la foire du Lendit, 1537 (original parchemin).

10. Cri dans Paris de l'ouverture des foires du Lendit et de Saint-Denis au 8 juin 1541 (original parchemin).
- 11 à 11⁴. Commission pour faire assigner au Parlement le prévôt des marchands qui avait fait arrêter un bateau de marchandises, contrairement au privilèges du Lendit, 1541 (4 pièces).
12. Lettres patentes de Henri II, qui exempte de tous impôts et de tous péages, les marchandises des foires du Lendit et de Saint-Denis, Saint-Denis, 11 juin 1549 (original parchemin, sceau de cire verte).
- 13 et 13^{bis}. Deux arrêts des 12 juin et 22 octobre 1557 en faveur de l'abbaye de Saint-Denis, contre les fermiers de l'imposition du bétail à pied fourché (parchemin).
14. Procuration au sujet d'un droit de péage d'un bateau de marchandises venant de Rouen et passant par Conflans pendant les foires de Saint-Denis, 18 octobre 1558 (original parchemin).
- 15 et 15^{bis}. Arrêt du 24 novembre 1569, qui ordonne la fermeture de la halle aux draps de Paris pendant le temps de la foire du Lendit.
16. Recette des Loges des marchands aux foires du Lendit et de Saint-Denis 1571 (cahier de papier de 31 f.).
17. Marché passé avec Pierre Manessier, charpentier, pour la façon et entretien de 360 loges pour servir aux foires du Lendit et de Saint-Denis, 9 août 1572.
- 18 à 18⁴. Procédures pour l'abbaye de Saint-Denis contre les 24 courtiers auneurs de drap de Paris.
19. Sentence du bailli de Saint-Denis, qui fixe à un écu d'or et 1/3 le loyer de chaque loge de la foire du Lendit, et à un écu d'or celui de chaque loge de la foire de Saint-Denis, 14 octobre 1580.
20. Lettres patentes de Henri III, confirmant la franchise des foires du Lendit et de Saint-Denis, Paris, 10 avril 1586 (original parchemin scellé de cire jaune).
21. Lettres de relief d'appel au Conseil pour l'abbaye de Saint-Denis, au sujet d'un édit créant des contrôleurs de la marque et visite des cuirs, 12 octobre 1587 (original parchemin).
22. Arrêt du 7 octobre 1589 confirmant la franchise des foires de Saint-Denis.
23. Arrêt du 13 octobre 1599, sur l'exemption d'impôt sur les bestiaux amenés à la foire de Saint-Denis.
24. Arrêt du 12 octobre 1602, qui maintient la franchise des foires de Saint-Denis.
- 25 et 25^{bis}. Arrêt des 2 et 13 décembre 1631, qui confirme les privilèges de l'abbé de Saint-Denis et des marchands fréquentant la foire de Saint-Denis, transférée à Saint-André à cause des maladies contagieuses.

26. Information du bailli de Saint-Denis contre certains particuliers, qui pendant la foire du Lendit avaient fourni aux courtiers de draps des aunes qui s'étaient révélées fausses, 9 juin 1633.
27. Arrêt du 24 mars 1635, concernant le Lendit et les aulneurs de draps, tant de Paris que de Saint-Denis.
28. Arrêt du Conseil d'État du 14 octobre 1643, qui ordonne la levée d'un impôt du sou pour livre sur les cuirs, tant à Paris qu'à Saint-Denis.
- 29 et 29^{bis}. Arrêt du 27 février 1644, qui déclare les habitants de Saint-Denis, quittes de droit de confirmation pour raison des foires et francs-marchés qui se tiennent dans leur ville.
- 30 et 30^{bis}. Arrêt du 8 mai 1647 portant défenses aux visiteurs marqueurs de cuirs d'exercer à la foire du Lendit (2 pièces).
- 31 à 31⁶. Procédures pour les religieux de Saint-Denis, au sujet de leurs foires du Lendit et de Saint-Denis, 1647 (6 pièces).
32. Commission du bailli de Saint-Denis, pour la perception des droits dus aux religieux de l'abbaye de Saint-Denis à la foire du Lendit, 2 mai 1653.
33. Sommation par huissier aux drapiers de Paris de tenir leur halle fermée pendant la durée du Lendit, 29 mai 1655.
34. Ouverture de la foire du Lendit, 10 octobre 1656.
35. Arrêt du Conseil du 1^{er} juin 1658, portant défenses aux receveurs des tailles de faire aucune saisie à la foire du Lendit.
36. Mémoire concernant les droits de la foire du Lendit vers 1667.
37. Procès verbal contre les gardes de la draperie de Paris qui visitaient les draps au Lendit, 14 octobre 1667.
38. Arrêt du 2 juin 1671 relatif à la location des loges aux foires du Lendit et de Saint-Denis.
- 39 et 39^{bis}. Arrêts du Grand Conseil relatif aux foires de Saint-Denis (deux pièces).
40. Procès verbal de descente par les officiers de la justice de Saint-Denis en la maison de l'Arbalète, pour y procéder contre un soi-disant commissaire au Châtelet, qui voulait empiéter sur la juridiction de l'abbaye, 5 juillet 1681.

K 933 à 947. *Cotes vacantes*.

TABLE DES PRINCIPAUX NOMS DE PERSONNES ET DE LIEUX

CITES DANS LES INVENTAIRES DES TITRES VI ET VII DE LA SÉRIE K

On a repris ici les deux tables de noms de personnes et de noms de lieux qui avaient été établies par Douët d'Arcq, et qui sont communes aux titres VI et VII de la série K. Les noms de personnes sont en capitales, les noms de lieux en italiques.

Cette table, qui n'est pas systématique, ne saurait constituer qu'un outil d'orientation. De nombreuses lacunes ont été constatées (en particulier pour les articles K 877 à 906 qui n'avaient pas été pris en compte par Douët d'Arcq). Les plus significatives ont été corrigées.

L'inventaire manuscrit comportait également une table des noms de matières. Celle-ci, plus lacunaire encore, établie sans aucun plan d'ensemble, a paru davantage susceptible d'induire le chercheur en erreur que de l'aider efficacement. Elle n'a pas été reprise ici.

La table étant commune aux titres VI et VII de la série K, elle couvre à la fois les cotes K 867 à K 932 (seules décrites dans le présent instrument de recherche) et les cotes K 674 à K 866 (dont on trouvera la description dans l'inventaire du titre VI).

Afrique (commerce des Côtes d'), K 907 n° 38 et 39.

Agde, K 691, n° 16, 30, 90.

AIGUILLON (le duc d'), K 684 n° 38, K 699 n° 8 à 11, K 907 n° 7 à 9.

AIX (l'archevêque d'), K 707 n° 83.

Aix-en-Provence. (Parlement d'), K 700 n° 28, K 707 n° 1 à 83, K 873 n° 37 à 39. — (Chambres des Comptes d'), K 714 n° 1 à 4. Voir : *Provence* (Cour des Comptes). — (Cour des Aides d'), K 715 n° 5.

Ajaccio, K 685 n° 32, K 686 n° 1, 2, 44.

Albi (diocèse d'), K 691 n° 17^{bis}, 20, 84.

Aleçon (généralité d'), K 692^b n° 7, K 894 n° 24, K 905 n° 79. — (Bureau des finances), K 888 n° 8 et 9, K 889 n° 24 à 35ter.

ALENÇON (Jean II, duc d'), K 719 n° 27 à 30, K 722 n° 4.

ALENÇON (René d'), comte du Perche, K 719 n° 31 à 35.

Aléria (province d'), K 685 n° 22 à 31, 56 ; K 686 n° 3, 4, 5, 45.

Alès, K 878 n° 1.

Aleth (diocèse d'), K 691 n° 52.

Alsace (Conseil d'), K 707 n° 84 à 87, K 873 n° 40. — (Cinquantième denier), K 893 n° 57 à 91. — (Généralité d'), K 900 n° 34 à 36.

Amiens (Généralité d'), K 894 n° 1 et 2, K 905 n° 78.

ANGIVILLIERS (M. d'), K 909 n° 29.

ANGLETERRE (Édouard I^{er}, roi d'), K 719 n° 10, 11.

ANGLETERRE (Édouard II, roi d'), K 719 n° 12 et 13.

Angleterre, K 900 n° 3 et 44.

Angoulême (commerce de l'élection d'), K 907 n° 26, 27 ; K 908 n° 30, 31.

Anjou (États d'), K 680 n° 4, 5, 6 et 7.

ANTOINE, duc de Lorraine, K 876 n° 13, 15, 17, 18, 19, 20.

Armagnac (Élection d'), K 689 n° 5.

ARQUIER, doyen des Capitouls de Toulouse, K 907 n° 16.

ARTOIS (Charles [futur roi Charles X], comte d'), K 678 n° 119 à 122, K 700 n° 9.

Artois (États d'), K 680 n° 8 à 51. — (Conseil d'), K 707 n° 88 à 92, K 709 n° 43. — (Appellation d'), K 709 n° 42.

ARTOIS (Mahaut, comtesse d'), K 719 n° 14 et 15.

ARTOIS (Robert d'), K 719 n° 16 à 21, K 720, K 721 n° 53.

AUBIJOUX (Le comte d'), baron de Castelnaud, K 691 n° 94.

Auch (Généralité d'), K 689 n° 1 à 9 ; K 883 n° 16 et 17, K 889 n° 36 à 39, K 894 n° 3, K 905 n° 80 à 94, K 906 n° 38.

Auvergne, K 891 n° 8 à 15 et 96 à 99, K 893 n° 92 à 97, K 898 n° 2 à 5, K 911.

Bagnères de Luchon (forêt de), K 904 n° 55, K 909 n° 35.

Balagne (Province de), K 685 n° 33 à 37, 57 ; K 686 n° 6 à 11, 39.

Bar (Duché de), K 875, n° 30. — (Cour des Comptes de), K 700 n° 26.

BAR (Thiebault de), K 876 n° 1.

Barbarie (Commerce de), K 907 n° 32, 33, 34.

BARENTIN, garde des sceaux, K 679 n° 247 à 335.

Barrois, K 876 n° 46 et 54.

Bassore (Commerce de), K 907 n° 42.

BASTARD,, K 715 n° 9 et 10.

Bastia, K 685 n° 20, 21, 55 et 58. — (Province de), K 686 n° 12 à 14, 36, 46, 66, 67.

Bayeux (Parlement de), K 871. — (Création d'un Conseil Supérieur à), K 711 n° 54.

Bazailles (en Lorraine), K 876 n° 12.

Béarn, K 680 n° 53 à 74, K 893 n° 98 à 100.

Beaucaire, K 691 n° 96.

BEAUFORT (Duc de), K 715 n° 9 et 10.

Beaujolais et Dombes (Etats de), K 680 n° 52.

Beaulieu, K 692^A n° 3.

BEAUNE (Jean de), maître général des Monnaies, K 902 n° 12.

BELLIEVRE (Claude de), K 710 n° 1.

BENJAMIN (Peregrin), marchand de Rouen, K 909 n° 30.

Berry, K 893 n° 101, K 898 n° 4, 7 et 8, K 904 n° 34. — (États de), K 681 n° 1 à 7.

Besançon (Parlement de), K 700 n° 27, K 708 n° 1 à 26, K 873 n° 41.

BEUST (le comte de), K 909 n° 35.

Béziers (Diocèse de), K 691 n° 22, 26, 36, 74, 97.

Bigorre (États de), K 683 n° 1 à 7.

BIRON (le Duc de), K 719 n° 38 à 41^{bis}.

Blois (Chambre des Comptes de), K 714 n° 5 à 7. — (Etats de), K 674 n° 6 et 7. — (Généralité de), K 905 n° 95 et 96. — (Conseil Supérieur de), K 699 n° 20.

BLOIS (Olivier de), Comte de Penthièvre, K 719 n° 26.

BOISGELIN (M. de), K 684 n° 169.

Bonifacio (Province de). Voir : *Sartène*.

Bordeaux (Bureau des finances), K 888 n° 10. — (Parlement de), K 700 n° 30, K 871 n° 4 à 41, K 873 n° 42, K 888 n° 10. — (Chambre des Comptes de), K 714 n° 8 et 9. — (Cour des Aides de), K 715 n° 6 et 7. — (Généralité de), K 894 n° 4, K 905 n° 97. — (administration de), K 708 n° 32 à 44. — (chapitre Saint-Seurin), K 708 n° 30.

BOUILLON (le Duc de), K 722 n° 19.

BOULLONGNE (DE), contrôleur général des Finances, K 899 n° 59 et 60.

BOURBON (Duc de), K 678 n° 46 à 73 et 127 à 139.

BOURBON (Jean, duc de), Grand Chambrier, K 931 n° 23, 24.

Bourbonnais, K 893 n° 102 à 104, K 898 n° 5.

Bourges (Généralité de), K 691 n° 75, K 894 n° 5 et 6, K 905 n° 98 à 112, K 909 n° 13 et 14, K 910 n° 9.

BOURGNEUF (Juliam de), président au Parlement de Bretagne, K 898 n° 2 à 7.

BOURGOGNE (Philippe le Hardi, duc de), K 909 n° 1.

Bourgogne, K 683 n° 8 à 135, K 885 n° 30, K 893 n° 105 à 127, K 894 n° 7, 8 et 48, K 902 n° 25, K 907 n° 23.

Bresse (Etats de), K 684, n° 1 à 24.

Bretagne (Duché de), K 878 n° 2. — (Commerce de la), K 907 n° 21, 22. — (Etats de), K 684 n° 25 à 218. — (Parlement de), K 712 n° 1 à 134, K 708 n° 26². — (Province de), K 899 n° 69. — (Taillon de), K 887 n° 40¹ à 40⁵⁴. — (Cinquantième), K 893 n° 128 à 136.

BRETAGNE (Pierre, duc de), K 719 n° 9.

BRETEUIL (M. de), K 716 n° 19 à 25.

Bricy, K 876 n° 240.

BRISSONNE (Jean de), conseiller au Parlement de Chambéry, K 722 n° 6.

Brives (Taillon de), K 887 n° 40¹ à 40⁵⁴. — (Note sur l'élection de), K 907 n° 28.

Bruxelles, K 931 n° 21.

Bugey (Etats de), K 685 n° 1 à 16.

Buzet-sur-Baïse, K 878 n° 9.

Caen (Généralité de), K 692^B n° 8. — (Bureau des finances), K 888 n° 11 à 13.

CALAS (Procès des), K 723 n° 1 à 29.

CALONNE, contrôleur général des finances, K 708 n° 61, K 714 n° 111, K 887 n° 33 à 36, K 885 n° 13 à 15 et 33 à 36, K 899 n° 62 à 65.

Calvi (Province de), K 685 n° 38, 59, K 686 n° 15, 16, 40.

Cambresis (Etats de), K 685 n° 17.

Canada, voir *Louisbourg*.

Cap Corse (Province du), K 685 n° 39, 40, 60. K 686 n° 17 à 19, 38.

Cap de Bonne Espérance, K 907 n° 40.

CARAMAN (le Comte de), K 707 n° 80.

Carcassonne (Diocèse de), K 691 n° 28, 46, 57, 58, 66.

Castille (Marchands de), K 907 n° 1.

CASTILLON (Leblanc de), K 867 n° 31.

Castres (Diocèse de), K 691 n° 49, 50, 70, 83, 93, 95.

CASTRIES (le Marquis de), K 691 n° 103.

CATELAN (Emprisonnement de l'avocat général de), K 713 n° 48.

Caumont-en-Artois, K 878 n° 4.

CHAI-SALMAN-KIAB, K 907 n° 37.
Chalon-sur-Saône (Bailliage de), K 709 n° 37, 38.
Châlons-en-Champagne (Bureau des finances), K 888 n° 14 et 15. — (Conseil supérieur de), K 699 n° 20. — (Généralité de), K 905 n° 113.
 CHAMOUSSET, inventaire de sirops et pâtes, K 907 n° 7 à 9.
Champagne (assemblées provinciales de), K 685 n° 18, 19.
 CHARIÈRE (Christophe), fermier du Domaine, K 887 n° 27 et 28.
 CHARLES V, roi de France, K 907 n° 1, K 931 n° 18. Le même, duc de Normandie :
 CHARLES VII, roi de France, K 931 n° 25.
 CHARLES VIII, roi de France, K 691 n° 75, 76, K 908 n° 1.
 CHARLES IX, roi de France, K 692^b n° 4, K 714 n° 40, K 876 n° 46, K 902 n° 28 à 30.
 CHARLES II dit LE MAUVAIS, roi de Navarre, K 719 n° 22 et 23.
 CHARLES II, duc de Lorraine, K 875, K 876.
 CHARLES III, duc de Lorraine, K 875.
 CHASTELLUX (M. de), K 677 n° 38 à 101, K 683 n° 161 à 252.
 CHATENOIS (Gérard de), K 875 n° 1.
Chaumont-en-Bassigny (Bailliage de), K 874 n° 4.
Chaussée (Le), en Lorraine, K 876 n° 135.
 CHAUVIGNY (Jehan Desloges, sieur de), K 692^B n° 6.
Cherbourg, K 907 n° 4 et 5.
Chigny (le comté de), K 876, n° 178.
 CHOISEUL (Le Duc de), K 707 n° 81 et 82, K 909 n° 49.
 CINQ-MARS (Procès de), K 722 n° 12.
Clermont-en-Argonne, K 878 n° 6 et 7.
Clermont-Ferrand (Cour des Aides de), K 700 n° 23, K 715 n° 8, 9, 10. — (Conseil Supérieur de), K 699 n° 20.
 CLISSON (Marguerite de), K 719 n° 26.
 CLUGNI (M. de), contrôleur général, K 908 n° 52.
 CLUNY (l'abbé de), Président au Parlement, K 695 n° 1.
 COEURDEROY (M. de), K 710 n° 63.
 COLBERT (Jean-Baptiste), K 899 n° 1 à 31.
 COLIGNY (Procès de l'Amiral de), K 722 n° 4.
Colmar (Conseil Supérieur de), K 700 n° 32.
Comminges (Diocèse de), K 691 n° 27, 81.
Compiègne (Bureau de), 1446, K 931 n° 27.
 CONDÉ (Prince de), K 683 n° 135 à 141, K 719 n° 37, K 722 n° 14.
 CONDÉ (Procès de la Princesse de), K 722 n° 4.
Conserans (Diocèse de), K 691 n° 29, 32, 77, 78, 91.
 CONTI (Prince de), K 678 n° 74 à 86 et 140 à 143, K 714 n° 44, 45.

CORBIE (Arnaud de), premier Président, K 931 n° 20.
Corse, K 685 n° 20 à 64, K 686 n° 1 à 68.
Corte (Province de), K 685 n° 41, 61 ; K 686 n° 20, 21, 47.
 CREQUY (Rigoley de), K 683 n° 22.
 CROSNE (M. de), K 716 n° 19 à 25.
 CURIER (Michel), envoyé aux Etats de Tours, K 674 n° 4.
 DAGUESSEAU, K 867 n° 20, K 903 n° 56.
 DARCET (M.), K 909 n° 29.
Dauphiné, K 687 n° 1 à 4, K 871, K 890, K 893 n° 137 à 139, K 904 n° 59. Voir *Grenoble*, LE FÉBURE.
Dijon (Parlement de), K 700 n° 35, K 709 n° 1 à 40, K 871. — (Chambre des Comptes de), K 709 n° 22, K 714 n° 10 à 20. — (Bureau des finances de), K 889 n° 40 à 42. — (Ville de), K 683 n° 146, K 695 n° 11, K 709 n° 39.
Dôle (Chambre des Comptes de), K 714 n° 21 à 34.
 DONGOIS, K 695 n° 22, K 704 n° 1 à 35.
Douai (Parlement de), K 700 n° 32^{bis}, K 709 n° 47 à 51, 56.
 DOUMERG, commissionnaire en grains, K 908 n° 33 à 42.
 DU TILLET, K 719 n° 2.
 DUNOIS (François, comte de), K 719 n° 36.
 DUPATY, avocat général, K 708 n° 51, 60.
 ÉPERNON (Procès du duc d'), K 722 n° 10 et 11.
 ERCE (le vicomte d'), K 692^B n° 1.
Espagne (Commerce), K 907 n° 13 et 41.
Etats-Unis (Commerce), K 907 n° 10.
 FAVYER (Jehan), général des Monnaies, K 902 n° 35.
 FITZ-JAMES (le Duc de), K 713 n° 6 à 28, K 907 n° 21, 22.
 FLANDRE (Procès de Robert, comte de), K 721 n° 51, 52.
Flandre, K 687 n° 5 à 12, K 709 n° 41 à 58, K 893 n° 140 à 143, K 894 n° 10, K 905 n° 114 et 115.
Foix (États de), K 687 n° 13 à 20.
Foug, en Lorraine, K 876 n° 85 et 91.
 FOUQUET (Nicolas), K 899 n° 31, K 900 n° 1.
Franche-Comté, K 688 n° 1 à 244, K 893 n° 144 à 146. Voir *Bourgogne*.
 FRANÇOIS I^{er}, roi de France, K 692^B n° 5, K 695 n° 5, K 898 n° 9.
Gascogne (Etats de), K 689 n° 1 à 9.
Genève, K 876 n° 68.
Gex (Pays de), K 689 n° 10 à 23, K 709 n° 18.
 GIÉ (Maréchal de), K 722 n° 2 et 3.
Gien (Bureau de), 1446, K 931 n° 27.

GILBERT DE VOISINS (Papiers de), K 695 n° 32 à 39, K 698 n° 132 à 177, K 903 n° 14 à 71.

GOUVE (Charles-Antoine de), procureur général de la Cour des Monnaies, K 903 n° 77 et 78.

Grenoble (Parlement de), K 700 n° 33, K 710 n° 1 à 59, K 873 n° 43. — (Chambre des Comptes de), K 700 n° 36, K 714 n° 35 et 36. — (Généralité de), K 894 n° 9.

GUILLAUMIE (M. de la), K 698 n° 123 à 131.

Guyenne, K 689 n° 24 à 28, K 724 n° 31, K 893 n° 147 à 150. Voir VERTAMONT

Hainaut (Etats de), K 690 n° 1 à 148.

Hallewin, K 909 n° 1.

Harfleur, K 907 n° 1.

Hattonchâtel, K 878 n° 8.

HAVRÉ (le duc d'), K 692^b n° 14.

HENNEQUIN (Simon), K 902 n° 22.

HENRI II, roi de France, K 691 n° 94, K 910 n° 1, K 932 n° 12.

HENRI III, roi de France, K 876 n° 46, K 902 n° 31 à 33, K 910 n° 6, K 932 n° 20.

HENRI IV, roi de France, K 902 n° 34 et 35.

HENRI II, duc de Lorraine, K 875 n° 41 à 75.

HOSTE (Bertrand l'), K 876 n° 92.

Ile de France (assemblée provinciale de), K 692^A n° 1 et 2.

JAYET (Jehan), envoyé aux Etats de Tours, K 674 n° 4.

JEAN II, roi de France, K 931 n° 13.

JEAN SANS TERRE, roi d'Angleterre, K 719 n° 8.

JEAN, duc de Lorraine, K 876 n° 2.

JOLY DE FLEURY, K 881 n° 59.

JUVENAL DES URSINS (Jean), K 719 n° 30³.

Koeuvres (Mairie de), K 876 n° 197.

LA CHALOTAIS (affaire de), K 712 n° 3 à 64.

LA FARE (l'abbé de), K 683 n° 161 à 226.

LA FEUILLADE (le Duc de), K 710 n° 13.

LA FORCE (Procès du Duc de), K 722 n° 69.

LA FOREST (les frères), fabricants, K 909 n° 21.

LA VRILLIÈRE, K 886 n° 24 et 25.

La-Chapelle-Saint-Denis, K 931, n° 9, 12.

LAMOIGNON, K 695 n° 25 à 30, K 716 n° 19 à 25.

Languedoc (Parlement de), K 713 n° 1. — (Etats de), K 691 n° 2 à 13. — (Cinquantième), K 893 n° 151 à 156.

Lavaur (Diocèse de), K 691 n° 48, 92.

LAVERDY, contrôleur général, K 683 n° 98, K 879 n° 7 à 42.

LAW (John), K 884, K 910 n° 13.

LE FÉBURE, intendant du Dauphiné, K 891 n° 5.

LE PELETIER DE ROSAMBO, K 700 n° 16.

LE PELETIER, contrôleur général des Finances, K 887 n° 6.

Lectoure, K 689 n° 6 et 7.

LEONARD (le Père), K 693 n° 5.

LESCORNAY (Jacques de), K 725 n° 7.

Levant (commerce du), K 907 n° 32, 33, 34.

Libourne, K 708 n° 76 à 83, K 711 n° 38 à 40.

Lille (bureau des finances de), K 889 n° 43 à 47bis.

Limoges (généralité de), K 905 n° 116 à 119, K 907 n° 24, 25. (Ville de), K 909 n° 21.

Limousin, K 692^a n° 3 et 4, K 908 n° 23.

Limoux (Official de), K 691 n° 52.

Loches (le capitaine de), Guillaume de Ricarville, K 719 n° 30⁴.

Lodève (Diocèse de), K 691 n° 8, 45, 53, 68¹.

Lomagne (Election de), K 689 n° 6 et 7.

Lombez (Diocèse de), K 691 n° 13.

Longwy, K 876 n° 155.

Lorient, K 907 n° 3.

LORRAINE (Duc de), voir : Antoine, Charles, Ferry, Jean, Thiébault.

Lorraine, K 875, K 876. — (Parlement de), K 710 n° 60 à 74, K 871.

LOUIS VI, roi de France, K 931 n° 1.

LOUIS XI, roi de France, K 708 n° 27, K 898 n° 1, K 931 n° 34 à 36 et 44.

LOUIS XII, roi de France, K 713 n° 2.

LOUIS XIII, roi de France, K 907 n° 2.

LOUIS XIV, roi de France, K 909 n° 30.

LOUIS XV, roi de France, K 698 n° 1 à 122.

LOUIS XVI, roi de France, K 679 n° 247 à 335, K 684 n° 169.

Louisbourg (prise de), K 907 n° 11.

LOUISE DE SAVOIE, reine de France, K 680 n° 52.

LUCOT (Jean-Baptiste), fermier général des Monnaies, K 903 n° 5.

Luxembourg (prise de), K 876 n° 178.

LUXEMBOURG (Procès du Duc de), K 719 n° 42 et 43.

Lyon (Conseil Supérieur de), K 699 n° 20. — (Généralité de), K 894 n° 11 et 25, K 905 n° 120.

Lyonnais (assemblée provinciale du), K 692^a n° 5. — (Cinquantième), K 893 n° 157 et 158.

MABLY, K 674 n° 3.

Mâconnais (Etats du), K 692^a n° 7 à 11, K 714 n° 13.

Maguelone (Diocèse de), K 691 n° 71.

Maine (Assemblée provinciale du), K 692^a n° 6.

MALESHERBES, K 683 n° 130.

Malte (chevaliers de), K 876 n° 195.

MARBEUF (Le comte de), K 685 n° 53 et 54.

Marche (Aides du pays de), K 691 n° 76.

Maroc (Commerce avec le), 1766, K 907 n° 36.
Marseille, K 907 n° 32 à 35.
 MAUREPAS (M. de), K 908 n° 29.
 MAYENNE (Le duc de), K 674 n° 8.
 MAZARIN (le cardinal), K 711 n° 7 et 8.
Meimac (abbaye de), K 902 n° 10.
Melun, K 692^a n° 1 et 2, K 901 n° 1 à 22bis.
Mende (diocèse de), K 691 n° 34, 42, 43, 44, 87.
Mer noire (Commerce sur la), 1782, K 907 n° 15.
Metz, K 875 n° 30 et 31, K 876 n° 112 et 124. — (Généralité de), K 908 n° 19, 20. — (Parlement de), K 700 n° 20, K 710 n° 61.
 MEYRIEU (le sieur de), K 710 n° 31.
 MIR-MANA de BANDERIQ, K 907 n° 37.
 MIRABEAU (Marquis de), K 692^b n° 21 à 31.
Mirepoix (Diocèse de), K 691 n° 24, 39, 55, 56, 65, 72.
 MIROMESNIL, garde des sceaux, K 874 n° 9.
 MONTALEMBERT (le marquis de), K 909 n° 48.
 MONTARAN (M. de), K 867 n° 25 et 33.
Montauban (Bureau des finances de), K 889 n° 48 à 71. — (Cour des Aides de), K 715 n° 11. — (Diocèse de), K 691 n° 86, 89. — (Généralité de), K 886 n° 29 à 51, K 894 n° 13 et 14.
 MONTMORENCY (Duc de), K 719 n° 45 à 47.
 MONTMORENCY (Mathieu, sire de), K 930 n° 1 et 2.
Montpellier (Bureau des finances), K 888 n° 16 à 26. — (Chambre des Comptes de), K 714 n° 37, 38.
 MOREAU DE BEAUMONT, K 879 à 882.
Moulins (Généralité de), K 905 n° 121 à 124. — (Voirie de), K 889 n° 56 et 57
Nancy, K 875 et 876, *passim*. — (Parlement de), K 700 n° 21.
Narbonne (Droits de), K 691 n° 9, 11, 18^{bis}, 38, 79.
 NAVARRE (Charles II, roi de), K 719 n° 22 et 23.
Navarre (Etats de), K 692^a n° 12 à 48.
Nebbio (Province de), K 685 n° 42 à 47, 62; K 686 n° 22.
Nébouzan (Etats de), K 692^b n° 1.
 NECKER, K 885 n° 5, K 892 n° 191 et 197.
Nevers, K 878 n° 3.
 NICOLAÏ (M. de), K 714 n° 110.
Nîmes (Diocèse de), K 691 n° 25, 40, 41, 59. — (Conseil Supérieur), K 713 n° 33, 34, 39.
Niort (lieutenant de police), K 888 n° 27.
 NOAILLES (duc de), K 886 n° 1 à 28, K 893 n° 185 à 189.
 NORMANDIE (Charles, duc de), K 719 n° 22, 23 et 25.

Normandie, K 691 n° 7, K 893 n° 163 à 172. — K 908 n° 2 à 18. — (Etats de), K 692^b n° 4 à 8.
 OGNY (M. d'), K 683 n° 24.
Oléron, K 711 n° 2.
Oletta (province d'), K 686 n° 48.
Orléanais (Etats de), K 692^b n° 9, 10.
Orléans (Bureau des finances), K 888 n° 47 à 53, K 889 n° 72. — (Le Châtelet d'), K 874 n° 5. — (Généralité d'), K 905 n° 125 à 127.
 ORLÉANS (Le duc d'), K 678 n° 1 à 9, K 695 n° 3 et 4, K 699 n° 28 à 31, K 700 n° 19, K 713 n° 45 à 47, K 714 n° 44, 45, 70 à 79, 86 à 100, K 716 n° 30³, K 884 n° 8 et 11.
 ORMESSON (Président d'), K 699 n° 26.
Pantin, K 932 n° 3.
Paray-le-Monial, K 909 n° 25.
Paris. Seules sont signalées ici les rubriques les plus significatives. (Chambre des Comptes), K 714B n° 39 à 119. — (Châtelet de), K 706 et 707. — (Cour des Aides de), K 715 n° 12 à 49. — (Coutume de), K 878 n° 5. — (Entrée de), K 887 n° 31. — (Evêques de), Pierre, 1213, K 931 n° 2 ; Etienne, 1273, K 931 n° 4. — (Généralité de), K 886 n° 52 à 55bis, K 905 n° 128. — (Parlement), *passim*; voir en particulier : K 693 n° 1 à 6, K 695 à 706, K 708 n° 50, K 709 n° 8 à 10, K 711 n° 55 à 58. — Voir *Saint-Germain-l'Auxerrois*.
Pau (Parlement de), K 700 n° 31, K 708 n° 2 à 4, K 711 n° 1 à 40, K 871 n° 4 à 41, K 873 n° 44.
 PÉLISSON, K 695 n° 21.
 PENTHIÈVRE (le duc de), K 678 n° 87 à 101.
Périgord (Etats de), K 692^b n° 11 et 12.
 PEYRUSSE (Procès de), K 722 n° 8.
Pézenas (États de), K 691 n° 94.
 PHILIPPE 1er, archiduc d'Autriche, K 902 n° 23.
Picardie (États de), K 692^b n° 13 à 17.
Poitiers (Bureau des finances), K 888 n° 27. — (Conseil Supérieur), K 699 n° 20. — (Généralité de), K 894 n° 15, K 905 n° 129 et 130.
Poitou (Etats de), K 692^b n° 18 et 19. — (Cinquantième), K 893 n° 175 à 179.
 PONS (Bernardin), carme, K 907 n° 18.
Pont-à-Mousson, K 876 n° 183.
 POYET (Guillaume), chancelier de France, K 722 n° 5.
Provence (Cinquantième), K 893 n° 180 à 183. — (Etats de), K 692^b n° 20 à 32. — (Généralité de), K 905 n° 131 à 133. — (Parlement de), K 871 — (Cour des comptes de), K 905 n° 132. Voir : Aix (Chambre des Comptes).
Puy (Diocèse du), K 691 n° 6, 19, 35, 85.
 PUYLAURENT (Procès de), K 722 n° 9.
 RAIS (Gilles, maréchal de), K 722 n° 1.

RAMETEAU (Jean-Baptiste), bourgeois de Paris, K 907 n° 18.
Ranzières (seigneurie de), en Lorraine, K 876 n° 106.
Rennes (Parlement de), K 700 n° 34. — (Délibérations de l'hôtel de Ville de), K 684 n° 184.
 RETZ (Cardinal de), K 722 n° 15 à 18.
 RICARVILLE (Guillaume de), gardien du duc d'Alençon, K 719 n° 30⁴.
 RICHELIEU (Cardinal de), K 711 n° 4, 5.
 RICHELIEU (Duc de), K 722 n° 20 à 68.
Rieux (Diocèse de), K 691 n° 28, 29, 32, 77, 78, 91.
Riom, K 709 n° 33, K 894 n° 16 et 17. — (Bureau des finances), K 888 n° 54, K 889 n° 23.
Rivière (Jugerie de), K 691 n° 2.
Rochelle (La), K 889 n° 73 et 74, K 894 n° 18 et 19.
 ROHAN, K 712 n° 1.
Roissy, K 899 n° 32 à 34.
Rouen (Entrée de), K 887 n° 31. — (États de), K 674 n° 9. — (Parlement de), K 700 n° 25, K 711 n° 41 à 65 — (Chambre des Comptes de), K 715 n° 1 à 4. — (Commerce de), K 907 n° 29. — (Généralité de), K 894 n° 20.
 ROUGIER (François Gaspard), K 722 n° 7.
Roussillon (Conseil Supérieur de), K 700 n° 24, K 871 n° 4 à 41, K 873 n° 45. — (Cinquantième), K 893 n° 185 à 189.

SAINT-AIGNAN (Duc de), K 683 n° 23.
 SAINT-BLANCARD, frère du duc de Biron, K 719 n° 38 à 41^{bis}.
 SAINT-BRISSON, prévôt de Paris, K 695 n° 7.
Saint-Denis (abbaye, foire et ville de), K 930 à 932.
Saint-Denis (filles de la Visitation de), K 897 n° 1 à 36.
Saint-Florent (province de), en Corse, K 686 n° 23.
 SAINT-FLORENTIN (Le comte de), K 684 n° 38.
Saint-Germain-l'Auxerrois, K 902 n° 22.
Saint-Malo (Commerce de), K 907 n° 31.
Saint-Michel (Bailliage de), K 875 n° 17.
Saint-Mihiel, K 875 n° 41 et 94, K 876 n° 1, 81, 157, 212, 214, 219, 233.
Saint-Nicolas-du-Port, K 876 n° 204.
Saint-Papoul (Diocèse de), K 691 n° 12, 37, 51, 54 à 61, 63, 64, 67, 69.
 SAINT-PASTEUR (Louis de), K 722 n° 7.
Saint-Pons-de-Thomières (Diocèse de), K 691 n° 31, 33, 88.
Saint-Quentin (Commerce de), K 907 n° 30.
 SAINTE-CROIX (Félix de), K 710 n° 1.
 SALZÈDE (Nicolas), K 722 n° 4.

Sancy, K 876 n° 220.
Sartène (Province de), K 685, n° 48 à 51, 63; K 686 n° 24 à 28, 49.
 SARTINE (de), Lieutenant de Police, K 908 n° 67.
 SAVOIE (Louise de), reine de France, K 680 n° 52.
Sedan, K 909 n° 2 à 12.
 SÉGUIER, chancelier de France, K 900 n° 1.
Seignelay, K 909 n° 15 à 20.
 SEMBLANÇAY (Jacques de Beaune, baron de), K 722 n° 4.
Sénégal (Commerce du), K 907 n° 39.
Sens, K 675 n° 99.
 SERIE (Le chevalier de), K 873 n° 17.
 SERVIEN (Abel), K 900 n° 1.
 SILHOUETTE, contrôleur général des Finances, K 883 n° 5.
Soissonnais (Etats du), K 692^B n° 33 et 34. — (Cinquantième), K 893 n° 190.
Soissons (Bureau des finances), K 888 n° 55 à 57. — (Généralité de), K 886 n° 56, K 894 n° 21 et 26, K 905 n° 134 à 136.
 SORIN, commissionnaire en grains 1773-, K 908 n° 33 à 42.
Soule (Etats du pays de), K 692 n° 35 à 37.
Stenay (Chatellenie de), K 875, n° 98.

TAILLEFER (Pierre), bourgeois et teinturier de Saint-Denis, 1383, K 930 n° 10.
 TERRAY (l'abbé), K 710 n° 10, K 908 n° 28.
 THIART (le Comte de), K 684 n° 182.
 THIEBAULT, duc de Lorraine, K 876 n° 2.
 TOLOZAN (M. de), K 867 n° 33.
Toulouse (Parlement de), K 700 n° 22, K 713 n° 2 à 51, K 871 n° 4 à 41, K 873 n° 46. — (Bureau des finances de), K 888 n° 58 à 61. — (Diocèse de), K 691 n° 10, 21, 23, 47.
Touraine (Etats de), K 692^B n° 38 à 40. — (Cinquantième), K 893 n° 191.
Tournai (Parlement de), K 709 n° 44-45.
Tours (Etats de), K 674 n° 4. — (Généralité de), K 894 n° 22 et 23, K 905 n° 137 à 139.
Traignac (Ville de), K 908 n° 21.
 TROCQUET, manufacturier, K 909 n° 15.
Trois-Évêchés (les), K 908 n° 24 et 28.
Tulle, K 909 n° 44 et 45.
 TURGOT, K 899 n° 35 à 37, K 908 n° 22 à 25, 47 à 49, 51, 67; K 910 n° 22 à 24.

Urgel (l'Evêque d'), K 909 n° 49.
 USSON (le Marquis d'), K 687 n° 17 et 19.

Vaissy (Etats de 1614), K 675 n° 125.
Valdefranges, K 876 n° 14.
 VALETTE (duc de la), K 722 n° 10 et 11.

VAUDEMONT (Nicolas de Lorraine, comte de), K 875 n° 1.
Vendômois, K 674 n° 18.
VENTADOUR (Le Duc de), K 691 n° 96.
Verdun, K 875, n° 6, K 876 n° 36, 38, 39. —
(Jugerie de), K 691 n° 2.
VERGENNES (M. de), K 907 n° 32 à 35.
VERNEUIL (Le duc de), K 691 n° 98.
Versailles, K 908 n° 47 à 49.
VERTAMONT, intendant de Guyenne, K 891 n° 1.
Vico (province de), K 685 n° 52, 64, K 686 n° 29, 30, 50.

VICQ-D'AZYR, K 908 n° 74.
VIDAL (Jean), maître particulier de la monnaie de Montpellier, K 902 n° 12.
VIEUVILLE (Procès du Marquis de la), K 719 n° 44.
Villedieu de Bailleul (Commanderie de), K 711 n° 41.
Villefranche-sur-Saône (Officiers de), K 715 n° 49.
Vivier (Baronnie de), K 876 n° 211.
VOUTE (Mabile de la), K 902 n° 11.

TABLE DES MATIÈRES

AVERTISSEMENT	2
INTRODUCTION	3
SOMMAIRE	4
INVENTAIRE	5
Législation.....	5
Réglementation provinciale	9
Finances	20
Monnaies	35
Eaux et forêts	40
Agriculture	44
Commerce	47
Manufactures	50
Mélanges	51
Archives de Saint-Denis	53
TABLE DES PRINCIPAUX NOMS DE PERSONNES ET DE LIEUX	61
TABLE DES MATIÈRES	67